

**EVIDENCE**

OTTAWA, Thursday, April 18, 2024

The Standing Senate Committee on Banking, Commerce and the Economy met with videoconference this day at 11:29 a.m. [ET] to Bill S-243, An Act to enact the Climate-Aligned Finance Act and to make related amendments to other Acts.

**Senator Pamela Wallin** (*Chair*) in the chair.

[*English*]

**The Chair:** Hello, and welcome to everyone in the room and also joining us online. Welcome to this meeting of the Standing Senate Committee on Banking, Commerce and the Economy.

My name is Pamela Wallin, and I serve as the chair of this committee. Let me introduce the members of the committee with us today: Senator Loffreda, the deputy chair; Senator Deacon; Senator Marshall; Senator Massicotte; Senator Miville-Dechêne; Senator Ringuette; and, Senator Galvez is with us today. That's all I can see in the room. Thank you very much.

I just want to say today that we have added another witness to our time, so I'm going to ask senators to keep their questions crisp and our panellists to keep your answers on point. We would appreciate that. Just over the next few weeks we're going to be putting a lot of witnesses in front of us, so the rules will apply going forward.

Today we continue our examination of Bill S-243, An Act to enact the Climate-Aligned Finance Act and to make related amendments to other Acts. First off, today we have, representing the Agriculture Carbon Alliance, the pleasure of welcoming Dave Carey, the Co-Chair; and Cathy Jo Noble, Steering Committee Member. Welcome to you both. Thanks for joining us. We will hear your opening remarks, and I think we're going to begin with you, Mr. Carey.

**Dave Carey, Co-Chair, Agriculture Carbon Alliance:** Thank you, Madam Chair. Thank you for the opportunity to be here today to provide comments on Bill S-243. I will share my time with my colleague, C.J. Noble. Ms. Noble and I are appearing today on behalf of the Agriculture Carbon Alliance, or ACA. By way of background, I am the Vice-President of the Canadian Canola Growers Association and Ms. Noble is the Vice-President of the National Cattle Feeders' Association.

The Agriculture Carbon Alliance is a coalition of 17 national farm organizations committed to promoting meaningful and collaborative dialogue around carbon pricing and agri-environmental policy. Our membership encompasses major

**TÉMOIGNAGES**

OTTAWA, le jeudi 18 avril 2024

Le Comité sénatorial permanent des banques, du commerce et de l'économie se réunit aujourd'hui, à 11 h 29 (HE), avec vidéoconférence, pour étudier le projet de loi S-243, Loi édictant la Loi sur la finance alignée sur le climat et apportant des modifications connexes à d'autres lois.

**La sénatrice Pamela Wallin** (*présidente*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

**La présidente :** Bonjour à tous ceux dans la salle et à ceux qui se joignent à nous en ligne. Bienvenue à cette réunion du Comité sénatorial permanent des banques, du commerce et de l'économie.

Je m'appelle Pamela Wallin et je suis présidente du comité. Permettez-moi de présenter les membres du comité qui sont parmi nous aujourd'hui : le sénateur Loffreda, vice-président; le sénateur Deacon; la sénatrice Marshall; le sénateur Massicotte; la sénatrice Miville-Dechêne; la sénatrice Ringuette; et la sénatrice Galvez. C'est tout pour les sénateurs qui se trouvent dans la salle. Merci beaucoup.

Je tiens simplement à dire aujourd'hui que nous avons ajouté un autre témoin à l'ordre du jour. Je vais donc demander aux sénateurs de poser des questions courtes et aux témoins de répondre en allant droit au but. Nous vous en serions reconnaissants. Dans les prochaines semaines, nous allons entendre bien des témoins, donc ces règles vont continuer de s'appliquer.

Aujourd'hui, nous poursuivons notre étude du projet de loi S-243, Loi édictant la Loi sur la finance alignée sur le climat et apportant des modifications connexes à d'autres lois. Tout d'abord, nous avons le plaisir d'accueillir Dave Carey, coprésident, et Cathy Jo Noble, membre du comité directeur de l'Alliance sur le carbone d'origine agricole. Bienvenue à vous deux et merci de vous joindre à nous. Nous allons entendre vos exposés, en commençant par M. Carey.

**Dave Carey, coprésident, Alliance sur le carbone d'origine agricole :** Je vous remercie, madame la présidente. Merci de m'avoir invité à témoigner aujourd'hui sur le projet de loi S-243. Je vais partager mon temps de parole avec ma collègue, C.J. Noble. Elle et moi témoignons aujourd'hui au nom de l'Alliance sur le carbone d'origine agricole. Pour vous situer le contexte, je suis vice-président de la Canadian Canola Growers Association, et Mme Noble, vice-présidente de l'Association nationale des engraisseurs de bovins.

L'Alliance sur le carbone d'origine agricole est une coalition de 17 organisations agricoles nationales déterminées à promouvoir un dialogue concret et collaboratif sur la tarification du carbone et la politique agroenvironnementale. Nos membres

agriculture commodities, including grains, oilseeds, pulses, cattle, sheep, pork, fruit and vegetables, dairy, forage and grasslands, seed, ornamental plants and poultry. Collectively, we represent 190,000 Canadian farm businesses that steward over 62 million hectares of land, which is approximately 7% of Canada's land mass. Our members provide food and other agricultural-derived products that feed and fuel Canadians and the world.

Agriculture is roughly 7% of Canada's GDP, about \$135 billion to the annual economy, and one in nine jobs are directly attributed to the agriculture and agri-food sector.

The ACA is concerned about the unintended consequences for Canadian farmers should Bill S-243 pass into law. The Agriculture Carbon Alliance was established to ensure policy makers recognize Canadian farmers' sustainability practices that are already in place and to foster a policy environment that maintains farmers' global competitiveness, supports their livelihoods and leverages their critical role as stewards of the land. We are concerned that Bill S-243 will counter the ongoing sustainability efforts of the agriculture sector and deliver the opposite results of its intended objective.

We know the committee has heard from witnesses who have spoken to those unintended consequences of this legislation, for example, on the oil and gas sector. These unintended consequences extend well beyond oil and gas and could also have devastating effects on Canadian farmers too.

Farming is a capital-intensive industry with farming equipment and inputs costing millions of dollars for individual producers annually. Loans are a common tool for farmers to help manage their cash flow and to make these critical purchases, particularly as agriculture is often a seasonal business. Loans are also essential to allow the next generation to enter the agriculture sector. According to Statistics Canada, in 2022, the average Canadian farm had over \$730,000 in outstanding debt.

Over to you, Ms. Noble.

**Cathy Jo Noble, Steering Committee Member, Agriculture Carbon Alliance:** Farmers also need access to capital through loans to invest and implement new technologies that both make their farming operations more efficient and also further improve their environmental footprint. Some of these technologies include fuel-efficient machinery, seed varieties that require fewer resources to grow, and efficient barn and greenhouse cooling and heating systems.

produisent les principaux produits agricoles comme les grains, les oléagineux, les légumineuses, les bovins, le mouton, le porc, les fruits et légumes, les produits laitiers, les fourrages et les pâturages, les semences, les plantes ornementales et la volaille. Collectivement, nous représentons 190 000 fermes canadiennes qui gèrent plus de 62 millions d'hectares de terre, ce qui représente environ 7 % de la superficie du Canada. Nos membres fournissent de la nourriture et d'autres produits agricoles dérivés qui nourrissent et alimentent les Canadiens et la planète.

L'agriculture crée environ 7 % du PIB du Canada et injecte environ 135 milliards de dollars dans l'économie annuellement. Un emploi sur neuf est directement attribuable au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

À l'Alliance sur le carbone d'origine agricole, nous craignons des conséquences inattendues pour les agriculteurs canadiens si le projet de loi S-243 est adopté. Notre alliance a été établie pour garantir que les législateurs reconnaissent les pratiques durables que les fermiers canadiens appliquent déjà et favoriser des politiques qui maintiennent la compétitivité mondiale des fermiers, soutiennent leur gagne-pain et mettent à profit leur rôle essentiel d'intendants de la terre. Nous craignons que le projet de loi S-243 aille à l'encontre des efforts continus que nous déployons pour assurer la durabilité du secteur agricole et donne des résultats contraires à son objectif.

Nous savons que le comité a entendu des témoins qui ont parlé des conséquences imprévues de ce projet de loi sur le secteur du pétrole et du gaz, par exemple. Cela dit, les conséquences imprévues vont bien au-delà de ce secteur et pourraient avoir des effets dévastateurs sur les agriculteurs canadiens aussi.

L'agriculture est un secteur qui demande beaucoup de capital. L'équipement et les intrants coûtent des millions de dollars par année à chaque producteur. Les prêts sont un moyen courant d'aider à gérer les liquidités et de faire ces achats essentiels, surtout que l'agriculture est souvent une activité saisonnière. Les prêts sont aussi essentiels pour permettre à la prochaine génération d'entrer dans le secteur. Selon Statistique Canada, en 2022, la ferme canadienne moyenne avait une dette de plus de 730 000 \$.

Je vous cède la parole, madame Noble.

**Cathy Jo Noble, membre du comité directeur, Alliance sur le carbone d'origine agricole :** Les agriculteurs ont aussi besoin d'accéder à du capital grâce à des prêts pour investir dans le déploiement de nouvelles technologies qui rendent les activités agricoles plus efficaces et améliorent leur empreinte environnementale. Ces technologies incluent la machinerie écoénergétique, des variétés de semence qui exigent moins de ressources pour croître et des systèmes de refroidissement et de chauffage efficaces pour les granges et les serres.

Farmers have a proven track record of reinvesting available capital back into their operations to improve efficiencies, productivity and, ultimately, the sustainability of their operations.

Thus, our concern with Bill S-243 is that it may undermine access to loans that are essential for the growth and sustainability of Canadian agriculture.

The bill includes agriculture and land use activities in the “emissions” description, and the legislation defines “federal financial institution” as banks, credit unions, but also Farm Credit Canada, or FCC. These are organizations through which farmers seek financing.

Ultimately, the legislation may further complicate the process of applying and accessing capital to keep farms afloat. It will create unnecessary regulatory burdens that either takes time away from farming or requires the assistance of accountants or consulting firms, thus adding additional costs to the farmer.

Canadian agriculture is well into its journey toward adopting environmentally sustainable production practices. To continue this commitment, additional capital investment is needed, necessitating increased access to loans. Any legislation that creates more barriers to accessing these funds is counterintuitive to the sustainability goals of the sector and the country.

Further, the legislation could create barriers to new entrants into the farming business, which is already a significant challenge for the sector. It will create inequitable access and compound an already complex process. On behalf of the 17 national farm groups that represent ACA, we encourage senators not to support Bill S-243. Thank you, and we welcome your questions.

**The Chair:** Thank you very much for your remarks, Mr. Carey, Ms. Noble. Just a reminder for those who may have joined us late today, we have another witness added into our system, so I’m asking senators to keep their questions short and tight and the answers the same if we’re going to cover the ground in our allotted time.

Let’s begin our questioning, then, with Senator Loffreda, the deputy chair.

**Senator Loffreda:** Thank you to Mr. Carey and Ms. Noble being with us this morning.

The sustainable finance act is an important bill that we are looking at and studying. I would welcome further comments that you may have on the most important potential benefits — you didn’t discuss any of the benefits — and risks associated with the

Les fermiers ont un excellent bilan pour ce qui est de réinvestir le capital dans leurs activités afin d’améliorer l’efficacité, la productivité et, en fin de compte, la durabilité de leur exploitation.

C’est pourquoi nous craignons que le projet de loi S-243 mine l’accès aux prêts, qui sont essentiels à la croissance et à la durabilité de l’agriculture canadienne.

Ce projet de loi inclut l’agriculture et les activités d’utilisation des terres dans la description des « émissions ». Il définit les « institutions financières fédérales » comme étant les banques, les coopératives de crédit, mais aussi Financement agricole Canada. Ce sont justement les organisations auxquelles les agriculteurs demandent du financement.

Ultimement, ce projet de loi pourrait compliquer le processus de demande de capital et d’accès au capital pour maintenir les fermes à flot. Il va créer un fardeau réglementaire inutile qui va prendre du temps normalement consacré aux activités agricoles ou exiger l’aide de comptables ou de consultants, ce qui ajoutera aux coûts des fermiers.

L’agriculture canadienne est en bonne voie d’adopter des pratiques de production durables pour l’environnement. Pour poursuivre cet engagement, il faut investir encore plus de capital, ce qui exige un accès accru aux prêts. Tout projet de loi qui limite l’accès aux fonds est contre-intuitif à la lumière des objectifs de durabilité du secteur et du pays.

Par ailleurs, le projet de loi S-243 pourrait réduire l’accès de la relève aux entreprises agricoles, ce qui constitue déjà un grand défi pour le secteur. Il va causer un accès inéquitable et complexifier un processus déjà complexe. Au nom des 17 groupes agricoles nationaux que nous représentons, nous encourageons les sénateurs à ne pas appuyer le projet de loi S-243. Je vous remercie. Nous répondrons à vos questions avec plaisir.

**La présidente :** Merci beaucoup de votre exposé, monsieur Carey et madame Noble. Je rappelle simplement à ceux qui se sont joints à nous avec du retard aujourd’hui que nous avons ajouté un autre témoin à l’ordre du jour. Je demande donc aux sénateurs de poser des questions concises et aux témoins de répondre brièvement pour que nous puissions couvrir toute la matière dans le temps qui nous est imparti.

Commençons la série de questions par le sénateur Loffreda, vice-président du comité.

**Le sénateur Loffreda :** Merci à M. Carey et à Mme Noble d’être parmi nous ce matin.

Le projet de loi sur la finance durable actuellement à l’étude est important. J’aimerais vous entendre parler des principaux avantages potentiels de ce projet de loi — vous n’avez mentionné aucun avantage — et des principaux risques liés aux

proposed measures to promote sustainable finance outlined in the bill.

**Mr. Carey:** I can begin. The Agriculture Carbon Alliance, upon review of it, of course, the sustainable finance act is important. With Bill S-243, we have not found anything that would benefit the on-farm sustainability practises of farmers. We are finding it increasingly difficult for farmers to navigate other government processes that are happening in place, such as the federal government, with their new Sustainable Canadian Agriculture Partnership, tying all safety-net programs for farmers, business risk management programs for farmers, to environmental linkages, and those linkages have been downloaded to the provinces. We're seeing a piecemeal rolling out of that across Canada, and farmers are struggling to find their path forward, which is increasing the cost on farms. At this point, Bill S-243, we feel, will exacerbate that. Perhaps Ms. Noble can elaborate further.

**Ms. Noble:** We want to make sure this bill is not moving forward in a silo either. As you may know, there is the Canadian Sustainability Standards Board or CCSB, and they are in a process right now of adopting Sustainability Disclosure Standards. So that is their mandate, and they are building upon international standards that have been put forward, and making sure they work for Canada.

That is a process that is ongoing right now. Comments are due on June 10. While it's not identical, there is some important overlap, and we are involved and support that process and opportunity to consult with the Canadian Standards Sustainability Board. That's where we see a more holistic approach to how we do this and, most importantly, extensive consultation.

**Senator Marshall:** Thank you very much for being here today. My background is not in agriculture, so could you get a little bit more explicit about some of the problems this bill would create. I can understand when you talk about loans having to be green. I get that concept. But you also talked about the extra regulatory burden, which we're all concerned about, and also possibly creating barriers to finance technologies that contribute to climate mitigation. That one is really puzzling to me. Could you just elaborate and give us a couple of examples so we can relate to it?

**Mr. Carey:** Absolutely. It's not that this bill is the issue, it's the amount of change happening in the sector at one time. The different pieces don't seem to be in any way harmonized. Again, as Ms. Noble said, it is a silo-based approach.

What we are seeing is, with a number of government programs right now that are designed to incentivize farmers to invest in the efficiencies of operations to drive both economic and

mesures qui y sont proposées pour promouvoir la finance durable.

**M. Carey :** Je peux commencer. À l'Alliance sur le carbone d'origine agricole, nous avons examiné ce projet de loi sur la finance durable et sommes d'accord qu'il est important. Nous n'avons rien trouvé dans le projet de loi S-243 qui contribuerait aux pratiques durables que les agriculteurs appliquent sur les fermes. Il est de plus en plus difficile pour les agriculteurs de s'y retrouver dans les autres régimes gouvernementaux. Il y a, par exemple, le nouveau Partenariat canadien pour une agriculture durable du gouvernement fédéral, qui lie tous les programmes de protection du revenu et de gestion des risques de l'entreprise pour les fermiers aux programmes environnementaux, qui ont été transférés aux provinces. La stratégie canadienne est fragmentée, et les agriculteurs peinent à trouver la voie à suivre, ce qui ajoute à leurs coûts. Nous estimons pour l'instant que le projet de loi S-243 va exacerber cette situation. Mme Noble pourrait peut-être en dire plus.

**Mme Noble :** Nous voulons éviter de faire avancer ce projet de loi en vase clos. Vous connaissez peut-être le Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité, le CCNID, qui est actuellement en train d'adopter des normes sur la publication de l'information sur la durabilité. C'est son mandat, et le Conseil s'appuie sur les normes préconisées à l'international, qu'il adapte au contexte canadien.

Ce processus est en cours. Les commentaires sont attendus pour le 10 juin. Malgré les différences, il y a d'importants recoupements. Nous soutenons le processus et y participons, notamment en consultant le Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité. C'est là que l'on voit une façon plus holistique de faire les choses, et l'importance de mener de vastes consultations.

**La sénatrice Marshall :** Je vous remercie de votre présence aujourd'hui. Ne venant pas du milieu de l'agriculture, j'aimerais que vous expliquiez en termes un peu plus concrets les problèmes que pourrait causer ce projet de loi. Je comprends bien la nécessité d'avoir des prêts écologiques. Je comprends ce concept. Mais vous évoquez un fardeau réglementaire plus lourd, ce qui nous inquiète tous, et le risque de créer des entraves au financement des technologies de lutte aux changements climatiques et à leurs effets. Cette question me laisse vraiment perplexe. Pourriez-vous nous en dire plus et nous donner quelques exemples pour nous aider à nous y retrouver?

**M. Carey :** Absolument. Le problème n'est pas ce projet de loi en soi, mais la quantité de changements qui ont lieu dans le secteur en même temps. Les diverses composantes ne semblent pas harmonisées. Une fois encore, pour faire écho aux propos de Mme Noble, il s'agit d'une approche en vase clos.

Nous observons que, compte tenu du nombre de programmes actuels du gouvernement qui sont conçus pour inciter les agriculteurs à investir dans l'efficacité de leurs activités et

environmental gains, they're incredibly cumbersome and difficult for farmers to navigate. One of the things we have heard is, for farmers to access some of these programs, they are forced to hire accounting or consulting firms, like MNP, to then put through the grant proposals.

This is a major issue we're seeing in British Columbia right now where the complexity of those programs, both at the provincial and federal level, are requiring farmers to work through it. A firm like MNP is often raised. It has been raised that they're paying MNP to file the grants for them, and that MNP is then taking 20% of that grant once received. We are seeing farmers who are really struggling to navigate the complexities.

The other thing, senator, we're not seeing this happen with the major competitors around the world. We are not seeing the United States, South America, Australia facing these similar things, which makes us less competitive.

**Senator Marshall:** That's the regulatory issue. What about the issue of creating barriers to finance technologies that contribute to climate mitigation? I don't understand that one at all.

**Ms. Noble:** Sure. I'm happy to speak to that. No one needs to convince a farmer to be sustainable, right? If their land and animals aren't healthy — sustainability, before it was a buzzword, we've been stewards of the land for years.

When we want to invest in something for the farm, we need to go to the bank to get that loan. This is just one more barrier, process and cost for farmers in order to access that loan. In many cases, what they're doing is accessing that loan to make improvements on the farm that actually have environmental benefits. An example in the beef industry is we have farmers who want to put this roller-compacted concrete in their pens, which is better for the health of the animals. What it does is create a clean manure that is not mixed with dirt, then we're putting it in biodigesters. That's a multimillion-dollar process to take on. That's an example of the stuff we're doing.

We just don't need another barrier in our way in regard to accessing those loans. It's a barrier, because we're doing it already. Let's let the industry do what they're doing.

**Senator C. Deacon:** I want to focus more on the capital needed to become more climate-friendly and the work that has been done by our own Agriculture and Forestry Committee on soil health.

aboutir à des gains à la fois économiques et environnementaux, le lourd fardeau que cela représente est très difficile à gérer. Dans les commentaires que nous avons entendus, nous avons appris que les agriculteurs sont obligés d'engager des sociétés d'experts-comptables ou d'experts-conseils, comme MNP, afin de pouvoir accéder à certains de ces programmes et pouvoir ensuite soumettre une demande de subvention.

C'est l'un des plus grands problèmes que nous constatons en Colombie-Britannique en ce moment, où les agriculteurs doivent composer avec la complexité de ces programmes, tant au niveau provincial qu'au niveau fédéral. Une société telle que MNP revient souvent dans les discussions. On nous a signalé le fait que les agriculteurs paient MNP pour qu'elle présente les demandes de subventions à leur place, et qu'ensuite MNP perçoit 20 % du montant de la subvention accordée. Les agriculteurs ont beaucoup de mal à s'y retrouver dans ces complexités.

Sénatrice, il y a autre chose : tout cela n'a pas lieu avec les principaux concurrents à l'échelle mondiale. Les États-Unis, l'Amérique du Sud et l'Australie ne font pas face à des situations similaires, ce qui nous rend moins concurrentiels.

**La sénatrice Marshall :** C'est la question de la réglementation. Qu'en est-il de la question sur la création de barrières pour financer des technologies contribuant à l'atténuation des effets des changements climatiques? Je ne la comprends pas du tout.

**Mme Noble :** Bien sûr. Je suis prête à en parler. Personne n'a besoin de convaincre un agriculteur d'agir de manière durable, n'est-ce pas? Si leur terre et leurs animaux ne sont pas en bonne santé... Avant que la durabilité devienne un mot à la mode, nous avons été les intendants de nos terres pendant des années.

Lorsque nous voulons investir pour notre ferme, nous devons aller à la banque pour obtenir ce prêt. Il s'agit là d'un obstacle, d'un processus et de coûts supplémentaires pour permettre aux agriculteurs d'avoir accès à ce prêt. Dans bien des cas, ils obtiennent ce prêt pour effectuer des améliorations à la ferme qui sont bénéfiques pour l'environnement. Par exemple, dans le secteur bovin, certains éleveurs veulent mettre en place du béton compacté au rouleau dans leurs enclos, qui est meilleur pour la santé des animaux. Cela permet de créer un fumier propre exempt de poussière, puis de le mettre dans des biodigesteurs. C'est un processus qui coûte plusieurs millions de dollars. C'est un exemple de ce que nous faisons.

Nous n'avons tout simplement pas besoin d'un autre obstacle pour accéder à ces prêts. C'est un obstacle parce que nous le faisons déjà. Laissons le secteur faire ce qu'il fait.

**Le sénateur C. Deacon :** J'aimerais me concentrer davantage sur le capital requis pour respecter davantage l'environnement et sur le travail effectué par notre comité de l'agriculture et des forêts sur la santé des sols.

One of the challenges I see globally is that there is increasing effort to reward farmers for the carbon they can sequester, not just punish them for the carbon they must produce in producing food.

I believe there are other ways to get there as it relates to agriculture and having farmers increasingly contribute to reversing climate change. Could you speak to some specifics on that? I'm thinking about additives to cattle feed to reduce methane production.

Precision agriculture has produced input costs of a lot of what's used in herbicides and other things. Could you speak to that? The amount of money that has to be invested to do that astonishes me, how much farmers are working in multiple lines.

**Mr. Carey:** Thank you for the questions.

The agriculture sector is one of the most capital-intensive sectors in Canada. Again, it's not broadly understood as it is often in rural parts of the country.

A piece of machinery used to plant — I can speak to the plant side and let Ms. Noble speak to the cattle side — used to cost a couple hundred thousand dollars.

Now, if you're looking for the most up to date and environmentally friendly piece of farm equipment to plant your crop, you're looking at \$1 million for that one piece of machinery alone, where a tire on that combine would cost over \$10,000 for one tire.

What we're seeing increasingly is the investments needed to become more environmentally efficient are predicated on farmers having the capital available to make those investments, which are then depreciated over a long period of time.

One of the issues we are also seeing is Canada again falling behind our global competitors when it comes to both the regulatory and legislative environment that is encouraging companies to invest R&D dollars here.

On the plant side of things, farmers in the United States, South America, Australia and Japan have a clear path to commercialization for plant varieties of gene editing, which can reduce input costs, drought resistance, disease tolerance. There is a clear path to commercialization in almost all parts of the world.

In Canada, we're nine years in and we still do not have the last piece of our regulatory puzzle, which is the feed regulations from the Canadian Food Inspection Agency.

L'un des défis à l'échelle internationale porte sur le fait que l'on s'efforce de plus en plus de récompenser les agriculteurs pour le carbone qu'ils peuvent séquestrer, au lieu de seulement les punir pour le carbone qu'ils émettent en produisant des denrées alimentaires.

Je pense qu'il existe d'autres moyens d'atteindre cet objectif agricole et de faire en sorte que les agriculteurs contribuent davantage à inverser les changements climatiques. Pourriez-vous nous donner des précisions à ce sujet? Je songe notamment aux additifs utilisés dans l'alimentation du bétail pour en réduire la production de méthane.

L'agriculture de précision a permis de réduire les coûts d'intrants des produits contenus dans les herbicides et des autres produits utilisés. Pourriez-vous nous en parler? La quantité d'argent qu'il faut investir pour y parvenir m'étonne, ainsi qu'à quel point les agriculteurs travaillent sur plusieurs fronts.

**M. Carey :** Merci de soulever cette question.

De tous les secteurs économiques au Canada, le secteur agricole figure parmi ceux qui exigent le plus de capitaux. Les gens n'en sont pas nécessairement conscients parce que l'activité agricole a surtout lieu dans des régions rurales.

Je peux vous parler des plantes, et Mme Noble, du bétail. Il fut un temps où un tracteur d'ensemencement coûtait environ 200 000 \$.

Aujourd'hui, le tracteur d'ensemencement le plus avancé et le plus écologique s'élève à environ 1 million de dollars, rien que pour cette machine-là, dont un pneu, un seul, coûterait plus de 10 000 \$.

Les agriculteurs ont de plus en plus de difficulté à faire l'acquisition d'équipement peu polluant parce qu'ils n'ont pas suffisamment de capitaux. Cet équipement se déprécie ensuite sur une longue période.

De plus, les cadres réglementaires et législatifs au Canada sont moins favorables que ceux de nos concurrents internationaux, ce qui nuit à l'investissement des entreprises en recherche et développement en sol canadien.

Les agriculteurs aux États-Unis, en Amérique du Sud, en Australie et au Japon ont peu de difficultés à mettre sur le marché des variétés de plantes dont les gènes ont été modifiés pour en réduire les coûts de production ou en améliorer la résistance à la sécheresse et la maladie. Les producteurs peuvent aisément mettre ces produits sur le marché presque partout dans le monde.

Au Canada, neuf ans se sont déjà écoulés et nous ne disposons toujours pas de la dernière pièce du casse-tête réglementaire, à savoir les règlements sur l'alimentation du bétail de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

What we are seeing is that farmers are not being rewarded for the work that is being done. There are tools being challenged. Then, when you overlay a financial institution going more toward the greening of the economy, which we're not opposed to. What we are opposed to, however, is all of it being downloaded onto the farmer.

You also have the data and privacy concerns. You have a great example, I know, from the beef sector on feed additives.

**Ms. Noble:** Yes. The beef sector, there is a lot, environmentally, that is being done on the grasslands and biodiversity. Also, our cattle eat a lot of food waste, which takes away an environmental challenge too.

One concrete example is 3-NOP, which is a feed additive that you add a very small amount to the feed of the cattle and it reduces their methane emission significantly. If a farmer wants to do that, the consumer at the other end, or the processor, they're not paying the farmer for that. It's not viewed yet as something people would pay for, so that's the farmer paying for that. They do invest in that because they want that environmental sustainability certification.

The way they treat the feed, my feed lots have thousands, tens of thousands of animals; the faster they can grow those animals, the more profit they make. The faster you grow those animals, the less water they use, the less methane they emit.

There's a lot of environmental technology they use to process the feed like steam flaking, which makes the cattle able to digest and put on weight faster, and get to the processing stage quicker. Again, that's millions of dollars for a steam flaker or to have that feed additive. We're willing to do it. Right now, consumers don't pay for it. We do need access to significant capital to be able to achieve it.

**The Chair:** Thank you.

[Translation]

**Senator Bellemare:** I understand that this bill will lead to major impacts on the agricultural sector. Even though you haven't studied it, you are able to say it will affect you. From what I understand, there will be a negative impact on production, which will make you less competitive.

Ce que nous constatons, c'est que les agriculteurs ne sont pas récompensés pour le travail qu'ils accomplissent. Certains outils sont remis en question. Nous ne sommes pas opposés aux institutions financières qui s'orientent davantage vers l'écologisation de l'économie; ce à quoi nous nous opposons, c'est que tout ce fardeau réglementaire finit par reposer sur les épaules de nos agriculteurs.

Il y a aussi tous les problèmes liés aux données et à la protection des renseignements personnels. Je sais que le secteur de l'élevage bovin a donné un excellent exemple en ce qui concerne les additifs alimentaires.

**Mme Noble :** En effet. Dans le secteur de l'élevage bovin, beaucoup d'efforts environnementaux sont faits au niveau des prairies et de la biodiversité. Par ailleurs, notre bétail consomme beaucoup de déchets alimentaires, ce qui constitue également un défi sur le plan environnemental.

Un exemple concret est le 3-NOP, un supplément alimentaire que l'on ajoute en très petite quantité à l'alimentation du bétail afin de réduire de manière significative les émissions de méthane. Le problème, c'est que l'agriculteur qui décide d'acheter ce supplément doit s'acquitter de l'ensemble des coûts; il n'a pas le loisir de refiler une partie de la facture au transformateur et au consommateur. Les agriculteurs choisissent souvent d'investir dans ce type de produits afin d'obtenir leur certification de durabilité environnementale.

Un parc d'engraissement compte des milliers, voire des dizaines de milliers de bêtes. Plus le bétail engraisse rapidement, plus l'éleveur réalise des profits. Et plus les bêtes grandissent vite, moins ils consomment d'eau et moins ils émettent de méthane.

Les éleveurs se servent de nombreuses technologies environnementales pour nourrir leur bétail, comme le floconnage, qui permet d'améliorer la digestion du bétail et de lui faire prendre du poids plus rapidement. Là encore, on parle de millions de dollars pour l'achat d'un laminoir à vapeur et de suppléments alimentaires comme le 3-NOP. Nous sommes prêts à investir dans ces technologies environnementales. À l'heure actuelle, le consommateur ne paie pas pour ces nouvelles technologies; nous avons donc besoin d'un soutien financier considérable pour continuer en ce sens.

**La présidente :** Je vous remercie.

[Français]

**La sénatrice Bellemare :** Je comprends que ce projet de loi générera des impacts économiques majeurs dans le secteur agricole. Même si vous ne l'avez pas étudié, vous êtes en mesure de dire qu'il aura un impact chez vous. Ce que j'entends, c'est que ces impacts seront négatifs sur le plan de la production et qu'ils vous rendront moins compétitifs.

I have two questions. First, do Quebec agricultural producers share your position? Are you in contact with them? Given that their system is different from that in other provinces, is their position the same?

Second, which transparency requirements in the bill or the initiatives do you agree with? Could you give us a better idea about what these requirements or initiatives look like?

[English]

**Mr. Carey:** I can start with the first part.

We are a national umbrella organization of 17 national farm organizations, all of which have operations in Quebec, whether it is the Grain Growers of Quebec, *Les Producteurs de lait du Québec*, Poultry Breeders of Quebec, they are all members and they all feed up nationally.

We do keep our scope to the federal side of things. I can't speak to the views of Quebec as a lone entity, but their national organizations are among our membership.

I would need more clarity on the second part of your question. What we are experiencing is it's not so much a bill. It's called the Sustainable Canadian Agriculture Partnership, which is a five-year framework, every year, between the federal government and provincial governments as agriculture is a shared jurisdiction.

So underneath that framework is what's called business risk management. With climate change and geopolitics, farmers are not necessarily able to weather some of those unforeseen items, whether they have a drought, which we will potentially have on the Prairies this year.

The new program called Sustainable Canadian Agricultural Partnership, or Sustainable CAP, was put in place just recently. They're now linking on-farm safety net programs. So, if a farm has a cataclysmic year, for which they cannot receive any compensation, there is a program called AgriStability that kicks in. Now, by 2025, every farmer needs to have an Environmental Farm Plan in place to be eligible for that safety net program.

We have had time and will ramp it up, but because of the shared jurisdiction of agriculture between the federal and provincial governments, every province is enacting it in their own way. There is no harmonization nor transparency in what Saskatchewan wants versus what Alberta or Quebec would want. So, we're seeing fragmentation, and it's leading farmers to an increasingly challenging place where a farmer in Saskatchewan might have an easier job accessing business risk management

J'ai deux questions. D'abord, est-ce que les producteurs agricoles du Québec partagent votre position? Êtes-vous en contact avec eux? Étant donné que leur système est différent de celui qui existe dans d'autres provinces, leur position est-elle la même?

De plus, quels seraient les besoins ou les exigences de transparence de ce projet de loi ou de ces initiatives sur lesquelles vous êtes d'accord? Pourriez-vous nous éclairer davantage sur la nature de ces interventions et initiatives?

[Traduction]

**M. Carey :** Je peux commencer pour la première partie.

L'Alliance sur le carbone d'origine agricole, ou ACA, est une coalition inédite de 17 organismes agricoles nationaux. Tous nos membres mènent des activités au Québec, qu'il s'agisse des Producteurs de grains du Québec, des Producteurs de lait du Québec, ou encore des Éleveurs de volailles du Québec.

Nous nous en tenons à la dimension fédérale des enjeux. Je ne vais pas parler au nom du Québec en tant que tel, mais les organismes agricoles nationaux font partie de nos membres.

J'aurais besoin de précisions concernant le second volet de votre question. Ce qui affecte nos membres n'est pas un projet de loi en soi; il s'agit plutôt du Partenariat canadien pour une agriculture durable, ou PCA durable. Le PCA durable est un nouvel accord quinquennal entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, étant donné que l'agriculture relève d'une compétence partagée.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la gestion des risques de l'entreprise. En effet, dans un contexte de changements climatiques et de bouleversements géopolitiques, les agriculteurs ne sont pas nécessairement en mesure de faire face à certains imprévus, qu'il s'agisse par exemple d'une sécheresse, comme ce sera peut-être le cas dans les Prairies cette année.

Le PCA durable a été mis en place tout récemment. Ce partenariat vise à intégrer les programmes de protection du revenu en une seule structure. Ainsi, lorsqu'une exploitation agricole connaît une année cataclysmique pour laquelle elle n'a droit à aucune compensation, un programme intitulé Agri-stabilité entre en jeu. D'ici l'année 2025, chaque agriculteur devra avoir mis en place un Plan agroenvironnemental pour être admissible au programme Agri-stabilité.

Nous avons eu le temps et nous allons l'intensifier, mais en raison du partage des compétences en matière d'agriculture entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, chaque province l'applique à sa manière. Il n'y a ni harmonisation ni transparence entre les intérêts de la Saskatchewan et ceux de l'Alberta ou du Québec. Nous assistons donc à une fragmentation qui place les agriculteurs dans une situation de plus en plus difficile. Un agriculteur de la



programs than one in Ontario because the Ontario and Saskatchewan governments are taking different approaches to make sure the farmers have the Environmental Farm Plan.

Again, it's not so much that farmers are not doing this, but the issue is the time it takes to articulate it on paper, go through government processes and fill out paperwork, which is not harmonized. What often happens in the agricultural sector on environmental policy is that the agricultural sector is much broader than just farmers and ranchers, but all of it is downloaded to the farm gate level. The farmers are being asked to make the changes, not necessarily the companies. The farmers are marketers, engineers, mechanics and many things, but navigating government programs is not one of their strong suits. They're seeing additional costs being added so that they can navigate these processes. It creates a lack of certainty, which means they're not investing in the same capital into their operations. When you look at their ability to access capital being linked to environmental causes, they're not opposed, but they just don't understand them. The value to the farmer or the rancher has not been articulated.

**Ms. Noble:** It's integrated agriculture globally, particularly with the U.S. We have to track alongside our global competitors, and there is a piling on: The underused housing tax, the programs that Mr. Carey is speaking about, the Canada supply chains act, the labour and the temporary foreign workers. This is just one more thing on the pile that is starting to reach a limit for Canadian farmers.

**Senator Miville-Dechêne:** I'm trying to follow your train of thought. I will ask you a specific question: What specific provision in the bill prevents farmers from accessing financing or loans to purchase green equipment? What specific provision does that? It seems to me that the bill does the exact opposite by disincentivizing non-green financing and — the reverse — incentivizing green financing. That's the whole point of the bill. Tell me where in the bill you see the problem.

**Ms. Noble:** Again, if a farmer is not successful in any element of his farm, he can't invest in innovation and technology. The whole bill. That's my answer. The fact that there has to be an additional barrier between a farmer accessing capital — it might not always be for building a biodigester; it may be for many other reasons — if they can't access that easily without additional red tape and barriers, they won't necessarily have the funds to invest in innovation either.

Saskatchewan peut accéder plus facilement aux programmes de gestion des risques de l'entreprise qu'un agriculteur de l'Ontario. En effet, les gouvernements de l'Ontario et de la Saskatchewan ont adopté des approches différentes pour s'assurer que leurs agriculteurs se dotent d'un plan agroenvironnemental.

Comme je l'ai dit, le problème est le temps qu'il faut à un agriculteur ou un éleveur pour remplir les formulaires gouvernementaux, qui ne sont pas harmonisés d'une province à l'autre. Le secteur agricole est particulièrement complexe, mais en matière de politiques environnementales, tout est pensé à l'échelle de l'exploitation agricole. C'est aux agriculteurs que l'on demande d'effectuer toutes sortes de changements, et pas nécessairement aux grandes entreprises. Les agriculteurs sont déjà des spécialistes du marketing, des ingénieurs, des mécaniciens, et ainsi de suite. Néanmoins, l'habileté à se retrouver à travers les multiples programmes du gouvernement n'est pas l'un de leurs points forts. Ils voient des coûts supplémentaires s'ajouter pour qu'ils puissent s'y retrouver dans ces processus. Cela crée un manque de certitude, ce qui signifie qu'ils n'investissent pas le même capital dans leurs opérations. Si l'on considère que leur capacité à accéder aux capitaux est liée à des causes environnementales, ils n'y sont pas opposés, mais ils ne les comprennent pas. La valeur pour l'agriculteur ou l'éleveur n'a pas été suffisamment articulée.

**Mme Noble :** Il s'agit d'une agriculture intégrée à l'échelle mondiale, en particulier avec les États-Unis. Alors que nous devons nous démarquer par rapport à nos concurrents à l'échelle mondiale, nous devons également composer avec une surenchère de mesures législatives : La taxe sur les logements sous-utilisés, les programmes décrits par M. Carey, les lois sur les chaînes d'approvisionnement, ainsi que les lois sur la main-d'œuvre et les travailleurs étrangers temporaires. Le projet de loi dont il est question aujourd'hui vient s'ajouter à cette accumulation de formalités administratives, de règlements, de normes et de taxes qui étouffent nos agriculteurs.

**La sénatrice Miville-Dechêne :** J'essaie de suivre le fil de votre pensée. Je vais vous poser une question précise : Quelle disposition précise du projet de loi actuel empêche les agriculteurs d'accéder au financement ou aux prêts pour l'achat d'équipements écologiques? Il me semble que le projet de loi fait exactement le contraire en décourageant le financement non écologique et, à l'inverse, en encourageant le financement écologique. C'est là tout l'intérêt du projet de loi. Où voyez-vous un problème dans le projet de loi actuel?

**Mme Noble :** Encore une fois, si un agriculteur ne réussit pas dans un domaine quelconque de son exploitation, il ne peut pas investir dans l'innovation et la technologie. L'ensemble du projet de loi. Voilà ma réponse. Le fait qu'il y ait un obstacle supplémentaire à l'accès d'un agriculteur au capital s'il ne peut pas y accéder facilement sans paperasserie et obstacle supplémentaires, il n'aura pas nécessairement les fonds nécessaires pour investir dans l'innovation.

**Senator Miville-Dechêne:** Why do you think agriculture would be covered? I'm going back to the bill, and in a different definition of who's covered, I don't see agriculture. Are you an "emissions-intensive activity"? Is it the case that a farm "hampers the development or deployment of low-emission alternatives"? This is the definition on page 5, so where do you see that agriculture is captured? It doesn't seem to be captured in what I'm reading in the bill, because we're discussing this bill.

**Mr. Carey:** Agriculture is considered to be emissions-intensive. It is obviously in the target of the current government. Approximately 10% of emissions can be attributed to agriculture either on farms or indirectly. It directly talks about land use, and 7% of Canada's land use is farm land. Agriculture is absolutely within the scope of the bill.

**Senator Miville-Dechêne:** Is it the case that agriculture "hampers the development or deployment of low-emission alternatives"? Do the people in your association refuse to go green?

**Mr. Carey:** No, they do not refuse to go green. The other concern that we have with this bill is that it is duplicative of some of the Office of the Superintendent of Financial Institutions, or OSFI. I know the Canadian Bankers Association elaborate on that point. Ms. Noble and I are not bankers. It is duplicative, novel, precedent-setting and not something that any of our competitors around the world are currently facing. Agriculture is in scope because they talk about direct land use. What we're seeing, increasingly, is that when farmers go to their financial institutions —

**Senator Miville-Dechêne:** It is written. The fact that I can't find you in this bill makes me doubt that it's covered. That's what I'm saying.

**Mr. Carey:** Okay, thank you.

**The Chair:** You believe you are covered. Thank you.

**Senator Massicotte:** I'm on the same subject. The way I understand it is that you can't give me a clause and say, "amend this clause," and your concern disappears. What you're really saying is, "I'm not too sure, but it is possible that I could suffer damages from this proposed bill." Am I correct in saying that?

**Mr. Carey:** Yes.

**La sénatrice Miville-Dechêne :** Pourquoi pensez-vous que l'agriculture serait couverte? Je reviens sur le projet de loi, et dans une définition différente de qui est couvert, je ne vois pas l'agriculture. Pratiquez-vous une « activité à forte intensité d'émissions »? Est-ce qu'une exploitation agricole « entrave l'élaboration ou la mise en œuvre de solutions de remplacement à faibles émissions »? C'est la définition donnée à la page 5, alors où voyez-vous que l'agriculture est prise en compte? Cela ne semble pas être le cas dans le texte du projet de loi dont il est question aujourd'hui.

**M. Carey :** L'agriculture est considérée comme un secteur à forte intensité d'émissions. Par conséquent, elle est manifestement dans la ligne de mire du gouvernement actuel. Environ 10 % des émissions peuvent être attribuées à l'agriculture, que ce soit dans les fermes ou indirectement. Le projet de loi parle directement de l'utilisation des terres, et 7 % de l'utilisation des terres au Canada sont des terres agricoles. L'agriculture est absolument dans le champ d'application du projet de loi.

**La sénatrice Miville-Dechêne :** Est-ce que l'agriculture « entrave l'élaboration ou la mise en œuvre de solutions de remplacement à faibles émissions »? Les membres de votre association refusent-ils de prendre le virage écologique?

**M. Carey :** Non, nos membres ne refusent pas d'adopter le virage écologique. L'autre préoccupation que nous avons à l'égard de ce projet de loi est qu'il génère des redondances avec certaines activités du Bureau du surintendant des institutions financières, le BSIF. Je sais que l'Association des banquiers canadiens s'est penchée en profondeur sur le sujet. Mme Noble et moi-même ne sommes pas des banquiers. Il s'agit d'une redondance, d'une nouveauté, d'un précédent, et d'une situation à laquelle aucun de nos concurrents dans le monde n'est actuellement confronté. L'agriculture fait partie du champ d'application du projet de loi, qui évoque l'utilisation directe des terres. Nous constatons de plus en plus souvent que chaque fois qu'un agriculteur contacte son institution financière...

**La sénatrice Miville-Dechêne :** C'est écrit. J'ai relu le libellé du projet de loi, et je ne pense pas que le secteur agricole soit concerné par ce champ d'application. C'est tout ce que je dis.

**M. Carey :** D'accord, je vous remercie.

**La présidente :** Vous pensez être couvert. Nous vous remercions.

**Le sénateur Massicotte :** Je vais rester sur le même sujet. Je tiens à m'assurer de bien comprendre vos inquiétudes. Ce que vous dites en réalité, c'est que vous n'en êtes pas absolument certain, mais qu'il est possible que ce projet de loi cause un préjudice aux membres de votre association. Est-ce que je résume correctement vos propos?

**M. Carey :** Oui, c'est le cas.

**Senator Massicotte:** You're scared to be scared. You're not too sure it will affect you. We can't help you by amending two or three paragraphs?

**Mr. Carey:** You're right. I think the issue that we have and I believe other sectors have brought up is the unintended consequences of this bill. It is broad, overreaching and sweeping, and we're not seeing other jurisdictions taking these sorts of steps. The other issue we have heard from farmers is increasingly the lack of competition in the lending space. We're not seeing consolidation increasing. There is a movement toward open banking and consumer-driven banking. Many farmers access capital through local credit unions, which would then have to look at the green lands for some of these things and potentially the local credit unions, from which many farmers are on board, are very concerned about their ability to access credit locally and in their communities.

We're not the banking industry. We think this bill needs significant due diligence insofar as the concerns and ramifications are potentially far-reaching for something which is direct taxation regulatory policy. As Ms. Noble said at the outset, there is already a significant consultation through the CSSB, underway to align our concerns globally, and it also speaks to a lack of harmonization. We're seeing Canada go in a direction that we're not seeing the United States, Australia or New Zealand going in that direction. We're concerned about farmers' ability to access capital.

**Senator Massicotte:** You are saying that there is nothing we can do by changing a few paragraphs so that your concerns would disappear. It's too broad.

**Ms. Noble:** We're not asking for amendments; we're asking the Senate to not support the bill and respect the process of the entity which has the mandate, which is the Canadian Sustainability Standards Board.

**Senator Petten:** I understand your concerns with the financial matters insofar as I'm from Newfoundland and Labrador and am acquainted with natural resources and fisheries; I get what you're saying. The question I have for you is: Does your association have emission targets? I'm thinking about climate change. Or are you just relying on some of the banking pieces of the OSFI or do you think that some of what they say should be the emission targets?

**Le sénateur Massicotte :** Dans un sens, on pourrait dire que vous avez donc peur d'avoir peur. Vous anticipez certaines conséquences négatives par rapport à ce projet de loi. Pouvons-nous apaiser votre inquiétude en modifiant deux ou trois paragraphes?

**M. Carey :** Vous avez raison. Je pense que le problème que nous avons et que d'autres secteurs ont soulevé, c'est celui des conséquences involontaires de ce projet de loi. Il est vaste, d'une portée excessive et d'une grande portée, et nous ne voyons pas d'autres pays adopter ce genre de mesures. L'autre problème soulevé par les agriculteurs est le manque de concurrence dans le domaine des prêts. Nous ne constatons pas d'augmentation de la consolidation. Il y a un mouvement vers des services bancaires ouverts et axés sur le consommateur. De nombreux agriculteurs accèdent au capital par l'intermédiaire de coopératives de crédit locales, qui devraient alors s'intéresser aux terrains verts. Bon nombre d'agriculteurs et d'éleveurs sont très préoccupés par leur capacité à obtenir du crédit à l'échelle locale et au sein de leur collectivité.

Nous ne représentons pas le secteur bancaire. Nous pensons que ce projet de loi doit faire l'objet d'une diligence raisonnable dans la mesure où les préoccupations et les ramifications peuvent avoir une grande portée pour quelque chose qui relève de la politique réglementaire en matière d'imposition directe. Comme l'a dit Mme Noble au début, une consultation importante est déjà en cours par l'intermédiaire du Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité, afin d'aligner nos préoccupations avec le reste de la planète, et cela témoigne également d'un manque d'harmonisation. Nous voyons le Canada prendre une voie qui n'est pas celle des États-Unis, de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande. Nous sommes préoccupés par la capacité des agriculteurs à accéder aux capitaux.

**Le sénateur Massicotte :** Vous dites que la modification de certains paragraphes ne sera pas suffisante pour calmer vos inquiétudes. À vos yeux, le projet de loi dans son ensemble est problématique.

**Mme Noble :** Nous ne demandons pas l'ajout d'amendements; nous demandons simplement au Sénat de ne pas appuyer ce projet de loi, et de respecter le processus établi par le Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité.

**La sénatrice Petten :** Je comprends vos préoccupations concernant les questions financières dans la mesure où je suis originaire de Terre-Neuve-et-Labrador et que je connais bien les ressources naturelles et la pêche; je comprends ce que vous dites. Ma prochaine question est la suivante : Votre association s'est-elle dotée d'objectifs en matière de réduction des émissions de GES? Je pense à la lutte contre les changements climatiques. Ou bien vous contentez-vous de vous appuyer sur certains des éléments bancaires du BSIF ou pensez-vous que certains de leurs éléments devraient constituer des cibles en matière d'émissions?

**Mr. Carey:** No, each commodity within our organizations is further along that path. Some of the supply management folks have things up in the window as to what they're doing. No, what we're simply implying is that agriculture has been on an improvement sustainability when it was carrot versus stick, and now we're seeing an inverse. A statistic that I find compelling is that between 1997 and 2017 according to Agriculture and Agri-Food Canada, the emission intensity of agriculture has remained static. The emissions remained the same over that 20-year period, but production doubled. That is world-leading.

It doesn't come down to farmers merely thinking that we want to save the environment. It's that the fewer inputs a farmer is purchasing, the less environmental output there is and the more they're saving at the end of the day. Farmers' pricing so that they are judicious with inputs — whether it be fertilizer, fuel, crop protection products or whatever it might be — is very significant, and individual commodities in the ACA, have dedicated goals. Some are proposing net zero, others are on a path to sustainability and a lot of us sit around the Sustainable Agriculture Strategy under the federal government which is Agriculture and Agri-Food Canada and Environment and Climate Change Canada. Those goals are being developed through the Sustainable Agriculture Strategy in concert with the government to make sure they're achievable, but Canadian farmers also need to continue producing the food that feeds Canada and the world.

**Ms. Noble:** If I could speak about beef, we have 15% fewer greenhouse gases per kilogram than we did in 2014. What you have to remember is if you keep piling taxation and regulations onto Canadian farmers, the products will be produced somewhere else on the globe. Canada's beef is less than half the global average of emissions.

What we're asking, this is one more piece of legislation that is put on the pile, making things more challenging for Canadian farmers, and we want Canadian farmers to be producing the global food supply because we are very sustainable compared to other countries who will take it over if we don't.

**Senator Yussuff:** Thank you, witnesses, for being here. Farming is an important part of our country, so we're not planning to get rid of farmers. I do appreciate the incredible work that farmers do on a day-to-day basis, recognizing they are working within small margins to keep their farms successful.

**M. Carey :** Non, chaque organisation agricole au sein de notre association s'est avancée sur cette voie. Par ailleurs, plusieurs responsables de la gestion de l'offre souhaitent également avoir leur mot à dire concernant ces enjeux. Non, ce que nous voulons simplement dire, c'est que l'agriculture a connu une amélioration durable à l'époque où le gouvernement préférait se servir de la carotte que du bâton, alors que nous assistons aujourd'hui à l'inverse. Une statistique que je trouve convaincante est qu'entre 1997 et 2017, selon Agriculture et Agroalimentaire Canada, l'intensité des émissions de carbone au sein du secteur agricole est demeurée stable. Les émissions sont restées les mêmes sur cette période de 20 ans, alors que la production a doublé. Il s'agit là d'un progrès à l'échelle mondiale.

Il ne s'agit pas pour les agriculteurs de penser simplement que nous voulons sauver l'environnement. C'est que moins un agriculteur achète d'intrants, moins il y a d'impact sur l'environnement et plus il économise en fin de compte. La fixation des prix par les agriculteurs pour qu'ils utilisent judicieusement les intrants, qu'il s'agisse d'engrais, de carburant, de produits de protection des récoltes ou autres, est très importante, et les différentes organisations agricoles membres de l'ACA se sont dotées d'objectifs précis. Certaines organisations proposent d'atteindre la carboneutralité, d'autres sont sur la voie de la durabilité, et toutes ont adopté la Stratégie pour une agriculture durable mise en place par Agriculture et Agroalimentaire Canada, et Environnement et Changement climatique Canada. Ces objectifs sont élaborés dans le cadre de la stratégie pour une agriculture durable, de concert avec le gouvernement, afin de s'assurer qu'ils sont réalisables, mais les agriculteurs canadiens doivent également continuer à produire les denrées pour le Canada et le reste de la planète.

**Mme Noble :** En ce qui concerne la viande bovine, nous avons réduit de 15 % les émissions de gaz à effet de serre par kilogramme par rapport à 2014. Ce qu'il faut retenir, c'est que si l'on continue à imposer des taxes et des réglementations aux agriculteurs canadiens, les produits seront fabriqués ailleurs dans le monde. Les émissions produites par l'industrie bovine canadienne se situent en deçà de la moitié de la moyenne mondiale.

Ce que nous demandons, c'est qu'il s'agisse d'un texte législatif de plus qui vienne s'ajouter à la pile, rendant les choses plus difficiles pour les agriculteurs canadiens, et nous voulons que les agriculteurs canadiens produisent l'approvisionnement alimentaire mondial parce que nous sommes très durables par rapport à d'autres pays qui prendront le relais si nous ne le faisons pas.

**Le sénateur Yussuff :** Je tiens à remercier tous nos témoins. L'agriculture est un élément important de notre pays, et nous n'avons pas l'intention de nous débarrasser des agriculteurs, bien entendu. Je respecte le travail incroyable que les agriculteurs accomplissent au quotidien, et je suis conscient qu'ils doivent

When we come to financing, the bank has many streams they apply with regard to loans. It's not just any loan because you apply for one, whether you're a farmer or somebody else. There are currently screens. The bank has to consider what risk they are taking and whether or not they will get their money back. Recognizing that this bill is applying a number of different lenses to what lending institutions should be looking at, those things are evolving anyway. They are evolving at the international level, which you were talking about agreeing to international standards.

In trying to understand where you're coming from, I understand you don't like the bill, but we are dealing with it here. I think what my colleagues are trying to ask you, are there things in this bill we can mitigate with regard to some of what you may see as how it might impact? Recognizing that farmers have to go through a huge hoop to get loans from banks right now, it's not a given that they will give you the money. They want to make sure your business is sustainable. They want to make sure you can repay your loan, and the risk they are taking is part of one of the measurements they will use — this is a good farm, we've lent you money before, we think you're going to repay your loan, your assets and stock look good, the list goes on.

So if you're applying a climate lens, which is going to be so we don't have stranded assets and we're not taking undue risk in the country, wouldn't it be fair to say, "tell us what we have to comply with," because we're doing a lot. I'm not here to doubt you or challenge that farmers are not doing a lot of things to mitigate their climate change responsibility, but is there a way that this bill can mitigate some of the things that you're maybe overly anxious about that we could fix in regard to this legislation?

I'm trying to be as patient as I can and ask you to help me as opposed to tell me, "don't pass the bill." That may be a consideration, but if we don't end up there, I hope you can help us in the direction that would be of value to the committee.

**Mr. Carey:** I can take a stab at that, senator. I recognize I'm a witness and I'm not here to ask you questions, but the concern we have is we're not sure how this fits in with all the other initiatives that are happening in this space. There is the

composer avec une marge de manœuvre de plus en plus réduite pour assurer le succès commercial de leur exploitation.

En ce qui concerne l'accès au financement, les institutions financières appliquent de nombreuses procédures en matière de prêts. Il ne s'agit pas de n'importe quel prêt parce que vous en demandez un, que vous soyez un agriculteur ou un autre acteur économique. Il existe actuellement des manières de filtrer les demandes d'accès au crédit. L'institution financière doit tenir compte du risque qu'elle prend, et des probabilités d'être remboursé. Tout en reconnaissant que ce projet de loi applique différentes grilles d'analyse par rapport à ce que les institutions de crédit devraient étudier, la situation évolue de toute façon. Le contexte évolue à l'échelle mondiale, et vous avez justement évoqué l'adoption de normes internationales.

J'essaie de comprendre l'origine de vos réserves. Je comprends que le projet de loi ne vous plaît pas, mais nous sommes en train de l'examiner en ce moment. Je crois que ce que mes collègues essaient de vous demander, c'est s'il y a des aspects du projet de loi que nous pouvons atténuer en ce qui concerne certaines des conséquences que vous pourriez percevoir. Il faut reconnaître qu'à l'heure actuelle, les agriculteurs doivent franchir d'énormes obstacles pour obtenir des prêts auprès des banques. Il n'est pas certain qu'elles vous accorderont de l'argent. Elles veulent s'assurer que votre entreprise est viable et que vous serez en mesure de rembourser votre prêt. Le risque qu'elles prennent fait partie des mesures qu'elles utiliseront pour prendre une décision — il s'agit d'une bonne exploitation agricole; nous vous avons déjà prêté de l'argent auparavant; nous croyons que vous allez rembourser votre prêt; vos actifs et vos stocks semblent bons; et la liste est longue.

Donc, si nous examinons la question sous un angle climatique, de manière à ne pas avoir d'actifs délaissés et à ne pas prendre de risques excessifs au Canada, ne serait-il pas juste de dire, « dites-nous ce que nous devons respecter, parce que nous devons prendre de nombreuses mesures ». Je ne suis pas ici pour douter de vous ou pour contester le fait que les agriculteurs prennent de nombreuses mesures pour atténuer leur responsabilité en matière de changement climatique, mais y a-t-il une façon dont le projet de loi pourrait atténuer certains des aspects qui vous inquiètent peut-être trop et que nous pourrions rectifier?

J'essaie d'être aussi patient que possible et de vous demander de m'aider, au lieu de me dire « n'adoptez pas le projet de loi ». Cette possibilité peut être envisagée, mais si nous n'en arrivons pas là, j'espère que vous pourrez nous aider à nous engager dans une direction qui serait utile au comité.

**M. Carey :** Je peux tenter de répondre à cette question, sénateur. Je reconnais que je suis un témoin et que je ne suis pas ici pour vous poser des questions, mais ce qui nous préoccupe, c'est que nous ne sommes pas sûrs de la façon dont le projet de

Sustainable Finance Action Council, which some of Canada's biggest banks are looking at. Farm Credit Canada, which lends about \$9 billion per year of capital to farmers, has their own initiative. We have the Canadian Sustainability Standards Board doing their own initiative. What we are trying to navigate is, how do all these fit together and what is the output of that? What ends up happening when a farmer walks into a local credit union, bank or Farm Credit Canada to apply for a loan? How do all these different pieces of legislation, regulations or policy direction actually fit on the farm?

Often, when we look internationally, typically for Canadian agriculture, we are not usually thrilled with the direction of the European Union when it comes to their views on policies and agriculture. I know the European Parliament recently rejected a very similar piece of legislation because they were concerned about the unintended consequences. That was from the Canadian Bankers Association testimony, I believe, at this committee.

I guess our question is, how does this fit in with all the other climate-focused, business risk management, environmental sustainability pieces the Canadian Sustainability Standards Board and the big six or seven banks are doing? How does a local credit union and a farmer navigate all the pieces?

Perhaps there are ways to improve the bill. You'll hear from other witnesses in the finance sector, which would be better positioned. We're asking from a farmer's perspective — how are they possibly going to navigate all of these changes at once?

Then farmers also get very concerned about some of the data and privacy disclosure agreements they end up having to do when they're just divesting what they're doing on their farms, on thousands of acres. How do all these pieces fit together? How does that make Canada stand up globally among our competitors? Because for the majority of our members, we are price takers. The price of commodities is set by the Chicago Mercantile Exchange, so we are constantly adapting to that. We are seeing the United States investing tens of hundreds of millions of dollars into their agricultural sector to compensate farmers for not tilling their land. It's additive and it's compounding. Again, this is just another concern we are hearing

loi s'inscrit dans toutes les autres initiatives qui se déroulent dans ce domaine. Il y a le Conseil d'action en matière de finance durable, que certaines des plus grandes banques du Canada examinent. Financement agricole Canada, qui prête environ 9 milliards de dollars de capitaux par an aux agriculteurs, met en œuvre sa propre initiative à cet égard, tout comme le Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité. Ce que nous essayons de comprendre, c'est comment tous ces éléments s'imbriquent les uns dans les autres, et quels en sont les résultats. Que se passe-t-il en fin de compte lorsqu'un agriculteur se rend dans une coopérative de crédit locale, dans une banque ou dans un bureau de Financement agricole Canada pour demander un prêt? Comment tous ces différents textes législatifs, réglementaires ou d'orientation politique s'intègrent-ils dans l'exploitation agricole?

Souvent, lorsque nous regardons ce qui se passe à l'échelle internationale, habituellement dans le but d'améliorer l'agriculture canadienne, nous ne sommes généralement pas ravis de voir l'orientation que l'Union européenne suit en ce qui concerne ses points de vue sur les politiques et l'agriculture. Je sais que le Parlement européen a récemment rejeté une mesure législative très semblable parce qu'il s'inquiétait de ces conséquences imprévues. Je crois que cette information a été communiquée par l'Association des banquiers canadiens qui a témoigné devant votre comité.

Je suppose que notre question est la suivante : comment cela s'intègre-t-il dans tous les autres éléments axés sur le climat, la gestion des risques commerciaux et la durabilité environnementale que le Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité et les six ou sept grandes banques sont en train de mettre en place? Comment une coopérative de crédit locale et un agriculteur peuvent-ils s'y retrouver dans tous ces éléments?

Il y a peut-être des façons d'améliorer le projet de loi. Vous entendrez d'autres témoins du secteur financier, qui seraient mieux placés pour en parler. En notre qualité d'agriculteurs, nous nous posons la question suivante : comment vont-ils pouvoir s'y retrouver dans tous ces changements qui seront apportés du même coup?

Les agriculteurs sont également très préoccupés par certains des accords de divulgation des données et de renseignements personnels qu'ils finiront par devoir conclure lorsqu'ils abandonneront certaines activités qu'ils exercent dans leurs exploitations, sur des milliers d'hectares. Comment tous ces éléments s'imbriquent-ils? Comment cela permet-il au Canada de se démarquer de ses concurrents à l'échelle mondiale? Parce que la majorité de nos membres sont des preneurs de prix. Le prix des produits de base est fixé par le Chicago Mercantile Exchange, et nous nous adaptons donc constamment à cette situation. Les États-Unis investissent des dizaines de centaines de millions de dollars dans leur secteur agricole afin de

from farmers — how do I now navigate this on top of the half dozen other examples I provided, senator?

**Senator Yussuff:** I want to be fair. You're asking very valid questions. There are a lot of pieces to dealing with sustainable finance. We don't regulate the credit unions at the national level. Those are provincially regulated, but I do take your point. I can't answer your question.

In terms of the federal jurisdiction, I think you're asking a reasonable question. Does this pile on in terms of other things you have to respond to, or is it so muted it's not worth discussing? I do hear what you're saying. You're asking a valid question, and I think we will endeavour to ask other witnesses who come before the committee. Hopefully, they can shine a light on this. Thank you.

**The Chair:** Thanks very much. You made a comment earlier that, "there was no consultation." Just so you understand the process. This is a bill, and although it involves the regulation of financial operations — which is the purview of the federal government — it has come the other way. This is a private member's bill in the Senate, so there was no process for you to be consulted on. You're just looking at the bill now, and you have had no opportunity to go back and forth.

The other thing I just wanted to clarify, I don't know if these numbers are up or down given the circumstances, but in 2022, the average Canadian farmer — some would be higher and some lower — carries about \$730,000 in outstanding debt. This is how you operate. You borrow the money to put in the ground, and then you are in debt until you can hopefully take it off and pay it?

**Mr. Carey:** That's correct.

**The Chair:** So you're financing. Thank you very much.

**Senator Galvez:** Just for my information, do you provide any financial services to your members? Do you loan credit or provide insurance or financial advice to your members?

compenser le fait que les agriculteurs ne travaillent pas leurs terres. Ces changements sont cumulatifs. Là encore, il s'agit d'une autre préoccupation exprimée par les agriculteurs. Sénateur, comment puis-je gérer cela en plus de la demi-douzaine d'autres exemples que j'ai donnés?

**Le sénateur Yussuff :** Je tiens à être équitable. Vous posez des questions très pertinentes. Il y a beaucoup d'éléments à prendre en compte dans le domaine de la finance durable. Nous ne réglémentons pas les coopératives de crédit à l'échelle nationale. Elles sont réglémentées à l'échelle provinciale, mais je comprends votre point de vue. Cependant, je ne peux pas répondre à votre question.

En ce qui concerne la compétence fédérale, je pense que vous posez une question raisonnable. Est-ce que cela s'ajoute à d'autres exigences que vous devez satisfaire, ou est-ce que ce changement est tellement discret qu'il ne vaut pas la peine d'en parler? J'entends bien ce que vous dites. Vous posez une question valable, et je pense que nous nous efforcerons de la poser aux autres témoins qui comparaitront devant notre comité. J'espère qu'ils pourront nous éclairer à ce sujet. Je vous remercie de votre intervention.

**La présidente :** Je vous remercie. Vous avez dit tout à l'heure qu'il n'y avait pas eu de consultation. Pour que vous compreniez bien le processus, je précise qu'il s'agit d'un projet de loi et, bien qu'il concerne la réglementation des opérations financières — laquelle relève de la compétence du gouvernement fédéral —, il a été présenté de l'autre façon. Il s'agit d'un projet de loi d'initiative parlementaire au Sénat et, par conséquent, des consultations n'ont pas été menées. Vous examinez le projet de loi seulement maintenant, et vous n'avez pas eu l'occasion d'échanger des commentaires avec les responsables du projet de loi.

L'autre aspect que je souhaitais clarifier est le suivant. Je ne sais pas si ces chiffres sont plus élevés ou moins élevés selon les circonstances, mais en 2022, l'agriculteur canadien moyen avait une dette d'environ 730 000 \$. C'est ainsi que l'on fonctionne. Vous empruntez l'argent pour ensemercer le sol, puis vous êtes endetté jusqu'à ce qu'avec un peu de chance, vous puissiez récolter des produits et rembourser cet emprunt?

**M. Carey :** C'est exact.

**La présidente :** Vous financez donc vos opérations. Je vous remercie beaucoup de vos observations.

**La sénatrice Galvez :** À titre d'information, j'aimerais savoir si vous fournissez des services financiers à vos membres. Offrez-vous des prêts ou du crédit, ou fournissez-vous des assurances ou des conseils financiers à vos membres?

**Mr. Carey:** The Agriculture Carbon Alliance does not. The organization that I work for does. We are the largest administrator of the Advance Payments Program.

**Ms. Noble:** The organization I work for does not.

**Senator Galvez:** Thank you. So I will insist that somebody who is really affected by this legislation be invited to talk about the issue of finances.

I think we all agree with the fact that we are moving into sustainability. We have to. Actually, on the Prairies, climate change and planet warming is affecting the best lands that we have in Canada for agriculture.

On one hand, you have these things that climate change is affecting with fire and floods, but on the other hand, you have these financial institutions that are becoming more difficult to access because of everything you have explained. What is your proposal?

At the same time, you're saying that it's so fractured. Everything is fractured, many people have different initiatives and all of this is a burden. Well, this bill is exactly trying to harmonize all of these things. The bill says it does not promote, foster or exacerbate food insecurity or inequality in society. It's preventing what you are scared of, as my colleague said. How will you solve this issue from your respective associations?

**Ms. Noble:** In my viewpoint — and Mr. Carey can confirm — a climate policy that works for farmers is a government that approves innovation in a timely manner. That 3-NOP additive I spoke to earlier took years. I think 34 other jurisdictions had it before us. Let us have access to the innovation and incentivize farmers to use that innovation. That will help us move forward in the same direction that we all want to. However, creating more hoops, which is how we view this legislation, is not helping us to be able to help government reach their climate goals.

**Mr. Carey:** I think farmers are on the front lines of climate change, as you articulated. It's amazing how far we have come over the last 20 years. One of my board members from Saskatchewan had drought conditions last year. With almost no rain, he had an average crop. If his dad had been in that circumstance, they would have had a total failure and relied solely on crop insurance or on business risk management programs to stay afloat. Because of advances in technology, he is able to still get an okay crop off in drought-like conditions.

**M. Carey :** Ce n'est pas le cas de l'Alliance sur le carbone d'origine agricole, mais l'organisation pour laquelle je travaille le fait. Nous sommes le principal administrateur du Programme de paiements anticipés.

**Mme Noble :** L'organisation pour laquelle je travaille ne le fait pas.

**La sénatrice Galvez :** Je vous remercie de vos réponses. J'insisterai donc pour qu'une personne réellement touchée par la mesure législative soit invitée à discuter de la question des finances.

Je pense que nous approuvons tous le fait que nous nous dirigeons vers la durabilité. Nous devons le faire. En fait, dans les Prairies, les changements climatiques et le réchauffement de la planète ont des répercussions sur les meilleures terres agricoles du Canada.

D'une part, il y a les effets du changement climatique sur les incendies et les inondations, mais d'autre part, il y a le fait que les institutions financières deviennent de plus en plus difficiles d'accès à cause de tout ce que vous avez expliqué, alors que proposez-vous?

En même temps, vous dites que tout est tellement fragmenté. De nombreuses personnes mettent en œuvre des initiatives différentes, et tout cela constitue un fardeau. Eh bien, le projet de loi tente précisément d'harmoniser tous ces aspects. Le projet de loi indique qu'il ne favorise pas, n'encourage pas ou n'exacerbe pas l'insécurité alimentaire ou l'inégalité dans la société. Comme l'a dit mon collègue, il empêche ce qui vous effraie. Comment allez-vous résoudre ce problème au sein de vos associations respectives?

**Mme Noble :** À mon avis — et M. Carey peut le confirmer —, un gouvernement qui approuverait les innovations en temps opportun constituerait une politique climatique qui fonctionne pour les agriculteurs. L'approbation de l'additif 3-NOP, dont j'ai parlé plus tôt, a exigé des années. Je pense que 34 autres pays l'ont obtenu avant nous. Permettez-nous d'avoir accès aux innovations et d'inciter les agriculteurs à l'utiliser. Cela nous aidera à avancer dans la direction que nous souhaitons tous. Toutefois, le fait de multiplier les obstacles, comme nous le voyons dans la mesure législative, ne contribue pas à accroître notre capacité d'aider les gouvernements à atteindre leurs objectifs en matière de lutte contre les changements climatiques.

**M. Carey :** Comme vous l'avez indiqué, je crois que les agriculteurs sont sur la ligne de front des changements climatiques. Il est étonnant de voir le chemin que nous avons parcouru au cours des 20 dernières années. L'un des membres de mon conseil d'administration, qui vient de la Saskatchewan, a connu des conditions de sécheresse l'année dernière. En l'absence quasi totale de pluie, il a obtenu une récolte moyenne. Si son père avait été dans cette situation, il aurait été complètement ruiné et ne se serait maintenu à flot qu'en ayant



However, what we're seeing is that Canada has not taken the next step that all of our jurisdictions have. Give farmers the best tools possible and the best legislative and regulatory framework possible to work under, and their goal is to be more environmentally sustainable. The way farmers farm today versus 30 years ago is night and day as far as soil preservation and conservation. However, it's very capital intensive. Farmers cannot continue their environmental sustainability journey if they are not economically viable because those investments cost hundreds of thousands of dollars. We are looking at some of the concerns such as whether this will increase lending rates and make access to farm capital more expensive when interest rates are quite high. It's not necessarily one thing or the other — it's a compounding effect. The average farmer is just trying to get a crop off so their kids can continue to farm.

We have seen that Canada is not a jurisdiction where new products are being commercialized. They are being commercialized in the United States, which have environmental benefits. But in our legislation, there are so many moving pieces across Health Canada, the Canadian Food Inspection Agency, Agriculture and Agri-Food Canada and Environment and Climate Change Canada that farmers in Canada are not currently nearly as competitive as farmers in Australia and the United States because of our regulatory framework.

If you want farmers to be more competitive, give them the tools they need. As one senator said at the outset, look at what they have already done. Canola is one of the best field crops for sequestering carbon. Some studies say up to 70% of all carbon is sequestered by canola. However, we have no real baseline data from the government to prove any of this.

What we are seeing is farmers not being compensated — at least the early adopters not being compensated. Some of the laggards are. We have not seen farmers compensated for what they are doing. Again, if farmers can't invest in their operations, they can't improve their environmental journey. In order to do that they need access to capital. It all comes back around on itself. Perhaps there are parts of the bill which would benefit farmers, but the farmers we have spoken to have expressed concern that this is another piece of the puzzle that is going to

recours à l'assurance-récolte ou aux programmes de gestion des risques de l'entreprise. Grâce aux progrès de la technologie, cet agriculteur est en mesure d'obtenir une bonne récolte dans des conditions de sécheresse.

Cependant, nous constatons que le Canada n'a pas franchi l'étape suivante que tous les autres pays ont franchie. Vous devez donner aux agriculteurs les meilleurs outils possible et le meilleur cadre législatif et réglementaire possible pour leur travail, et leur objectif sera d'être plus durables sur le plan de l'environnement. Le contraste entre la façon dont les agriculteurs travaillent de nos jours et la façon dont ils le faisaient il y a 30 ans est frappant en ce qui concerne la préservation et la conservation des sols. Toutefois, ces méthodes exigent de nombreux capitaux. Les agriculteurs ne peuvent pas poursuivre leur cheminement vers la durabilité environnementale si leur exploitation n'est pas économiquement viable, car ces investissements coûtent des centaines de milliers de dollars. Nous examinons certaines de leurs préoccupations, par exemple la question de savoir si la mesure législative fera augmenter les taux d'intérêt débiteurs et rendra l'accès au capital agricole plus coûteux, pendant que les taux d'intérêt sont assez élevés. Ce n'est pas nécessairement l'un ou l'autre, c'est un effet cumulatif. L'agriculteur moyen essaie simplement d'obtenir une récolte pour que ses enfants puissent continuer d'exploiter l'entreprise agricole.

Nous avons constaté que le Canada n'est pas un pays où de nouveaux produits sont commercialisés. Ils sont commercialisés aux États-Unis et présentent des avantages pour l'environnement. Compte tenu du rôle que jouent Santé Canada, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, Agriculture et Agroalimentaire Canada et Environnement et Changement climatique Canada et de leur cadre réglementaire, nos lois comportent tellement de rouages que les agriculteurs canadiens sont loin d'être aussi concurrentiels que leurs homologues australiens et américains.

Si vous voulez que les agriculteurs soient plus compétitifs, donnez-leur les outils dont ils ont besoin. Comme l'a dit un sénateur au début du débat, regardez ce qu'ils ont déjà accompli. Le canola est l'une des meilleures grandes cultures pour la séquestration du carbone. Certaines études soutiennent que jusqu'à 70 % de la totalité du carbone est séquestré par le canola. Toutefois, le gouvernement ne dispose d'aucune donnée de référence réelle pour prouver cela.

Ce que nous constatons, c'est que les agriculteurs ne sont pas indemnisés ou, du moins, pas les agriculteurs qui ont été les premiers à adopter des innovations, même si certains retardataires le sont. Nous n'avons pas vu d'agriculteurs être indemnisés pour les améliorations qu'ils apportent. Là encore, si les agriculteurs ne peuvent pas investir dans leur exploitation, ils ne peuvent pas améliorer leur cheminement environnemental. Pour le faire, ils doivent avoir accès à des capitaux. Tout cela est un cercle vicieux. Il y a peut-être des parties du projet de loi qui

make them less competitive. Perhaps through our witnesses that will be proved not to be the case. But there is significant consternation and concern from the farming community about another initiative that seems out of touch on farm.

**The Chair:** Thank you.

**Senator Loffreda:** You mentioned the farmers you represent constitute 190,000 farm businesses and that the average Canadian farmer has \$730,000 of outstanding debt. According to clause 2, all businesses incorporated under the Canada Business Corporations Act and federal work undertaking or business as the finance section 2 of the Canada Labour Code would be reporting entities under this bill.

Are most farms incorporated? Would they be encompassed as a reporting entity? If you could further elaborate the types of challenges farmers would have in trying to comply with this bill?

**Mr. Carey:** Most farms are incorporated. If you think of a corporation having a board meeting, most of the time it's mom, dad, son, daughter, sister, aunt, uncle. They are farmers. They are the incorporate. They are the shareholders. However, they are not necessarily bankers or regulatory affairs specialists. However, most farms are incorporated in the livestock sector.

**Ms. Noble:** Yes.

**Senator Loffreda:** Under clause 2, they would be included and would have to comply with this bill. There was some discussion previously that it's just the generalities of the bill — but it's specific.

**Mr. Carey:** That's a great point, senator. Yes, they are incorporated for a number of purposes whether it's from going from unlimited to limited liability, or because it's simply the way they are structured. It allows for different amortization and depreciation. I would be hard pressed to find a fully operating farm that is not a hobby farm that would have to be incorporated for a number of reasons, especially if you're looking at temporary foreign workers or any of those sorts of things.

I don't have the clause in front of me, senator. But they would be included, based on your description.

profiteraient aux agriculteurs, mais ceux à qui nous avons parlé ont dit craindre que le projet de loi ne soit qu'une autre pièce du casse-tête qui les rendra moins concurrentiels. Nos témoins prouveront peut-être que ce n'est pas le cas, mais la communauté agricole est très préoccupée et consternée par une autre initiative qui semble déconnectée de la réalité agricole.

**La présidente :** Je vous remercie.

**Le sénateur Loffreda :** Vous avez mentionné que les agriculteurs que vous représentez constituent 190 000 entreprises agricoles et que l'agriculteur canadien moyen a une dette impayée de 730 000 \$. Selon l'article 2, toutes les entreprises constituées en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions et les ouvrages ou entreprises visés par la définition de « entreprises fédérales » à l'article 2 du Code canadien du travail seraient des entités déclarantes en vertu du projet de loi.

La plupart des exploitations agricoles sont-elles constituées en société? Feraient-elles partie des entités déclarantes? Pourriez-vous préciser les types de défis que les agriculteurs devront relever pour se conformer au projet de loi?

**M. Carey :** La plupart des exploitations agricoles sont constituées en société. Si vous pensez à une société dont le conseil d'administration se réunit, dans la plupart des cas, il s'agirait de la mère, du père, du fils, de la fille, de la sœur, de la tante ou de l'oncle. Ce sont des agriculteurs. Ce sont eux qui constituent la société, et ce sont eux les actionnaires. Toutefois, ils ne sont pas nécessairement des banquiers ou des spécialistes des affaires réglementaires. Cependant, la plupart des exploitations agricoles du secteur de l'élevage sont constituées en société.

**Mme Noble :** Oui.

**Le sénateur Loffreda :** En vertu de l'article 2, ils seraient inclus et devraient se conformer au projet de loi. Au cours de certaines discussions, il a été mentionné qu'il ne s'agissait que des généralités du projet de loi, mais ces dispositions sont précises.

**M. Carey :** C'est un excellent argument, sénateur. Oui, les entreprises agricoles sont constituées en société pour un certain nombre de raisons, que ce soit pour passer d'une responsabilité illimitée à une responsabilité limitée, ou tout simplement parce que c'est la façon dont elles sont structurées. Cela permet une dépréciation et un amortissement des biens différents. J'aurais du mal à trouver une ferme pleinement opérationnelle qui n'est pas une ferme d'agrément et qu'il faudrait constituer en société pour un certain nombre de raisons, en particulier si l'on considère les travailleurs étrangers temporaires ou d'autres facteurs de ce genre.

Je n'ai pas l'article sous les yeux, sénateur, mais elles seraient visées, d'après votre description.

**Senator Loffreda:** I have looked at it and studied it in detail.

**The Chair:** From what I am able to read here, the Canadian Bankers Association agrees it's included and so does Farm Credit Canada. They talk about the risk weighed on any loans for exploration, which would be more energy, but also for infrastructure, which is agriculture.

**Senator Loffreda:** [Technical difficulties] the clause 2 that they are included.

How does the Agriculture Carbon Alliance propose balancing the need for climate action? Because it's important; let's face it. I mean, we're not saying it's not important. It's extremely important for ensuring the agricultural sector's continued viability and growth. What would you suggest?

I think many senators have suggested these questions: Are any amendments possible? Are any improvements possible? Is there anything we can do to keep the farming sector competitive, viable, strong and growing?

However, climate action is still extremely important.

**Mr. Carey:** I can start. I think that one of the best programs the government has rolled out over the years was the Climate Action Incentive Fund, which allowed farmers to partner with the government at a minimum \$25,000-dollar investment from the farmer. That program was extremely successful because it was accessible to farmers. They understood it wasn't onerous. It has been pointed to by the government a number of times as a good program, which is true. However, it has been closed for applications since June 2020 because it was oversubscribed.

When the government looks at designing programs, I would suggest the government trial balloon these programs with farm organizations to understand whether there will be uptake from farmers. The government should design programs for which there will be uptake.

There is another program called On-Farm Climate Action Fund, or OFCAF. Those are good programs. However, we also have a myriad of other programs that are extremely complicated for farmers to navigate. As such, they simply don't. There is no silver bullet, but when it comes to research and rebates, there are a number of really strong on-farm programs. However, we are seeing them underfunded, or as soon as they get oversubscribed,

**Le sénateur Loffreda :** J'ai examiné l'article et étudié ces détails attentivement.

**La présidente :** D'après ce que j'ai pu lire ici, l'Association des banquiers canadiens est d'accord à cet égard, tout comme Financement agricole Canada. Ils parlent des risques liés à tout prêt pour l'exploration, ce qui s'appliquerait davantage au secteur énergétique, mais aussi des risques liés à tout prêt pour l'infrastructure, ce qui s'appliquerait au secteur agricole.

**Le sénateur Loffreda :** [Difficultés techniques] l'article 2 qui les inclut.

Comment l'Alliance sur le carbone d'origine agricole propose-t-elle de concilier la nécessité de prendre des mesures pour lutter contre les changements climatiques? Parce que c'est important, et ne nous voilons pas la face à cet égard. Je veux dire que nous ne soutenons pas que ces mesures ne sont pas importantes. Elles sont extrêmement importantes pour assurer la viabilité et la croissance continues du secteur agricole. Alors, que suggérez-vous?

Je pense que de nombreux sénateurs ont suggéré les questions suivantes : Est-il possible d'apporter des modifications au projet de loi? Est-il possible de l'améliorer? Y a-t-il quelque chose que nous puissions faire pour que le secteur agricole reste concurrentiel, viable et fort et qu'il continue de croître?

Cependant, les mesures pour lutter contre les changements climatiques restent extrêmement importantes.

**M. Carey :** Je peux commencer à répondre à la question. Je pense que l'un des meilleurs programmes mis en place par le gouvernement au fil des ans est le Fonds d'incitation à l'action pour le climat, qui permet aux agriculteurs de faire équipe avec le gouvernement moyennant un investissement minimum de 25 000 \$ de la part de l'agriculteur. Ce programme a connu un grand succès parce qu'il était accessible aux agriculteurs. Ils ont compris qu'il n'était pas coûteux. Le gouvernement l'a présenté à plusieurs reprises comme un bon programme, ce qui est vrai. Toutefois, il n'est plus possible de soumettre des demandes dans le cadre de ce programme depuis juin 2020, parce que trop de demandes ont déjà été reçues.

Lorsque le gouvernement envisage de concevoir des programmes, je suggérerais qu'il les mette à l'essai auprès d'organisations agricoles afin de déterminer si les agriculteurs les accepteront. Le gouvernement devrait concevoir des programmes qui suscitent l'adhésion.

Il existe un autre programme appelé Fonds d'action à la ferme pour le climat, ou FAFC. Ce sont là de bons programmes, mais il y a également une myriade d'autres programmes qui sont extrêmement compliqués à gérer pour les agriculteurs. Voilà pourquoi ils ne souscrivent tout simplement pas à ces programmes. Il n'y a pas de solution miracle, mais en ce qui concerne la recherche et les remises, il existe un certain nombre

they are shut down. We are seeing money going out the door but not in a way that farmers are necessarily able to capitalize on. In my view, it's troubling that you want farmers to participate, but they have to hire an MMP to figure out a government program.

**The Chair:** Thank you very much.

**Senator Miville-Dechêne:** I will follow up on Senator Loffreda.

You keep listing in your answers a number of Canadian regulations and initiative focusing on climate change. However, they are really not working. We have not attained our goals on emissions reduction compared to the G7 peers. We are really not there at all. As Senator Galvez said, this bill is an attempt to try a new approach that could make a difference — if it works.

Is it your view that our current initiatives are working? Are the programs you are referring to working, since we're not attaining our goals?

**Mr. Carey:** I guess the question would be which goals explicitly and specifically. Because Canadian agriculture is among the most environmentally sustainable in the world. Ms. Noble talked about the number of emissions for cattle in Canada. I'll let her speak to that.

The Global Institute for Food Security just came out with a recent report that said that Saskatchewan-grown products like wheat and canola are the most environmentally sustainable and the least carbon intensive in the world. Part of that is government programming. Another part is just that Canadian farmers are innovators. We have a very short growing season. We call it sustainable intensification, which is producing the same amount of food or more on the same acreages using fewer inputs. Canada — again, not across the entire economy but from agriculture — is among the most sustainable in the entire world.

**Senator Miville-Dechêne:** In that sense, why would this bill be problematic? If you're saying your sector is really good and has really become green, it seems to me you have nothing to fear.

**Mr. Carey:** Do you want to start?

de programmes très solides pour les exploitations agricoles. Cependant, nous constatons qu'ils sont sous-financés ou que, dès que trop de demandes ont été reçues, ils sont supprimés. Nous remarquons que des fonds sont investis, mais pas de manière à ce que les agriculteurs puissent en tirer profit. À mon avis, il est troublant que l'on veuille que les agriculteurs participent à ces programmes, alors que ces agriculteurs sont forcés d'embaucher un titulaire de maîtrise en affaires publiques pour comprendre un programme gouvernemental.

**La présidente :** Merci beaucoup.

**La sénatrice Miville-Dechêne :** Je vais poursuivre sur le même sujet que le sénateur Loffreda.

Dans vos réponses, vous énumérez un certain nombre d'initiatives et de règlements canadiens qui sont axés sur le changement climatique. Cependant, ils ne fonctionnent pas vraiment. Nous n'avons pas atteint nos objectifs de réduction des émissions comparativement aux autres pays du G7. Nous n'y sommes vraiment pas du tout. Comme l'a dit la sénatrice Galvez, avec le projet de loi, on essaie une nouvelle approche qui pourrait changer la donne — si cela fonctionne.

Pensez-vous que nos initiatives actuelles fonctionnent? Les programmes dont vous parlez fonctionnent-ils, étant donné que nous n'atteignons pas nos objectifs?

**M. Carey :** Je suppose que la question est de savoir de quels objectifs il s'agit exactement. C'est que l'agriculture canadienne est l'une des industries les plus durables au monde sur le plan environnemental. Mme Noble a parlé de la quantité d'émissions liées au bétail au Canada. Je la laisserai en parler.

L'Institut mondial pour la sécurité alimentaire vient de publier un rapport qui indique que les produits cultivés en Saskatchewan, comme le blé et le canola, sont les plus durables dans le monde sur le plan environnemental et qu'ils ont la plus faible intensité en carbone. Cela s'explique en partie par les programmes gouvernementaux. D'autre part, les agriculteurs canadiens innove. Notre saison de croissance est très courte. C'est ce que nous appelons l'intensification durable, qui consiste à produire la même quantité d'aliments, ou plus d'aliments, sur les mêmes superficies en utilisant moins d'intrants. Le Canada — encore une fois, je ne parle pas de l'ensemble de l'économie, mais bien de l'agriculture — est l'un des pays les plus durables au monde.

**La sénatrice Miville-Dechêne :** Dans ce contexte, pourquoi le projet de loi poserait-il problème? Si vous dites que votre secteur est vraiment bon et qu'il est vraiment devenu vert, il me semble que vous n'avez rien à craindre.

**M. Carey :** Voulez-vous commencer?

**Ms. Noble:** Yes, I agree with Mr. Carey. We are reaching our goals, and a great amount of that is industry-led. In the beef industry, we have the Canadian Roundtable for Sustainable Beef. We are meeting our goals. As I say, what we don't need are additional costs associated with jumping through another hoop to get financing when we already have a number of government policies — and I'm happy to expand on some of them — that are costing us many dollars already.

When policies are being made by the government, they don't understand how the policies will impact farmers. That's what we're saying in this case, too. There are processes that have just started. Maybe you want to have the Canadian Sustainability Standards Board come forward, because they are consulting now on the general requirements for disclosure of sustainably related financial information. We're getting involved in that process. We're meeting our goals, and exceeding them.

[Translation]

**Senator Bellemare:** I also believe that we need to save the planet. This is a major, important issue, and we see the ongoing problems. However, it is a complex bill. I personally find it complex, and I've asked the people behind it to explain to me how the whole thing will work once it is adopted. In your sector, one of the federally regulated financial institutions affected is Farm Credit Canada. If the bill is adopted, how will that change things for Farm Credit Canada? How will that affect the agricultural sector?

[English]

**Mr. Carey:** Significantly. Farm Credit Canada, which is a government agency, has increasingly become a larger lender. I think they're up to about \$9 billion a year, so they are significant.

I can't articulate all the potential downstream effects, but what we are hearing and the concern we have, which I know the Canadian Bankers Association and others have, is will this bill make access to capital or capital more expensive? Will this increase interest rates because agriculture can potentially be viewed as one of the sectors? Will this make it more expensive for farmers to access capital? Will this make it more difficult for local credit unions to give capital within this space? I know they are provincially regulated, as the senator rightly pointed out.

**Mme Noble :** Oui, je suis d'accord avec M. Carey. Nous atteignons nos objectifs et c'est en grande partie piloté par le secteur. Dans l'industrie du bœuf, nous avons la Table ronde canadienne sur le bœuf durable. Nous atteignons nos objectifs. Comme je l'ai dit, nous n'avons pas besoin qu'on nous impose des coûts supplémentaires associés à l'ajout de formalités à respecter pour obtenir du financement, quand il existe déjà un certain nombre de politiques gouvernementales — et je serais heureuse de parler plus en détail de certaines d'entre elles — qui nous coûtent déjà beaucoup d'argent.

Lorsque le gouvernement élabore des politiques, il ne sait pas quelles en seront les conséquences pour les agriculteurs. C'est ce que nous disons dans ce cas également. Certains processus viennent d'être lancés. Peut-être souhaitez-vous que le Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité vienne comparaître, car il mène actuellement des consultations sur les obligations générales en matière d'informations financières liées à la durabilité. Nous participons à ce processus. Nous atteignons nos objectifs, et nous les dépassons, en fait.

[Français]

**La sénatrice Bellemare :** Moi aussi je crois qu'il faut sauver la planète; c'est majeur, c'est important et on voit vraiment les problèmes qui existent actuellement. Toutefois, ce projet de loi est complexe. Personnellement, je le trouve complexe et j'ai demandé aux protagonistes de m'expliquer, une fois le projet de loi adopté, comment tout cela allait fonctionner. Dans votre secteur, on voit qu'il y a une institution financière fédérale — même si plusieurs seront affectées —, soit Financement agricole Canada. Si ce projet de loi est adopté, comment cela va-t-il changer les choses pour Financement agricole Canada? Comment cela va-t-il affecter le secteur agricole?

[Traduction]

**M. Carey :** De façon importante. Financement agricole Canada, qui est un organisme gouvernemental, est devenu un prêteur de plus en plus important. Je pense qu'on parle d'environ 9 milliards de dollars par année. Il s'agit donc d'un acteur important.

Je ne peux pas décrire tous les effets possibles en aval, mais ce que nous entendons et ce qui nous préoccupe, et je sais que c'est le cas de l'Association des banquiers canadiens et d'autres acteurs, c'est la question de savoir si le projet de loi rendra l'accès au capital plus coûteux. Les taux d'intérêt vont-ils augmenter parce que l'agriculture peut être considérée comme l'un des secteurs concernés? Le projet de loi fera-t-il en sorte que l'accès au capital coûtera plus cher aux agriculteurs? Est-ce qu'il sera plus difficile pour les coopératives de crédit locales de fournir du financement dans ce contexte? Je sais qu'elles sont réglementées par les provinces, comme le sénateur l'a souligné à juste titre.

Farm Credit Canada has a number of lending practices. They have been given a mandate by the previous minister to look at the whole suite of environmental, social and governance, or ESG, commitments as part of their lending practices and are beginning to roll that out to farmers and sensitize that and try to help with the understanding.

We're not sure how this bill fits into Farm Credit Canada's mandate. It is quite complex, but the main concern that we heard from farmers when we discussed this internally is, "Will this make it even more expensive for me to access capital?" The average farm, say a \$5-million-a-year farm, that's a lot of capital they are investing in. "Will this make interest rates higher? Will this make collateral — I need to give more. Will this be harder for my son or daughter to take over the farm?" Those are the questions. We don't have the answer, because we don't know, if this is passed, what the output would be. Anything that makes capital more expensive right now with what the interest rates are, where prime is, is a concern for farmers, particularly as we look to another drought year in the Prairies.

**The Chair:** Thank you very much. I really appreciate that. Anything else that you want to offer to us later, you can do that by way of paper, as you know. We would appreciate that if there is anything specific. We have talked to other organizations here about the specifics of what it would mean for actually lending criteria for particular individuals, and that's part of the unknown, of course. We wouldn't know, and banks would have to try and figure that out, including the smaller ones.

Our thanks to Dave Carey, Co-Chair; and Cathy Jo Noble, Steering Committee Member, of the Agriculture Carbon Alliance.

**Senator Ringuette:** If I may, because I have to leave later to attend a briefing.

**The Chair:** Is this a question?

**Senator Ringuette:** This is something I want to bring in front of all my colleagues. The issue is, for many years now, and our meeting yesterday was an example of this, we have all been questioning the productivity issue in Canada. I want to propose to all the members of our committee that the next study that we start should be exactly on that, productivity, and that we do a deep dive and look at all the issues: training, the interest rate, the tax credit, and the incentive and disincentive with regard to productivity.

I want to thank my colleagues for listening to my suggestion. Thank you.

Financement agricole Canada a un certain nombre de pratiques de prêt. La personne qui était ministre précédemment lui a confié le mandat d'examiner l'ensemble des engagements environnementaux, sociaux et de gouvernance, ou ESG, dans le cadre de ses pratiques de prêt, et l'organisme commence à en informer les agriculteurs, à les sensibiliser, et à essayer de les aider à comprendre.

Nous ne savons pas exactement comment le projet de loi s'inscrit dans le mandat de Financement agricole Canada. C'est assez complexe, mais la principale préoccupation que nous avons entendue de la part des agriculteurs lorsque nous en avons discuté est la suivante : « Est-ce que l'accès au capital me coûtera encore plus cher? » Une exploitation agricole moyenne, qui fait, disons, 5 millions de dollars par année, investit des sommes importantes. « Les taux d'intérêt vont-ils augmenter? Est-ce que... Je dois donner plus. Sera-t-il plus difficile pour mon fils ou ma fille de prendre la relève? » Telles sont les questions qui se posent. Nous n'avons pas les réponses, parce que nous ne savons pas ce qui en résultera si le projet de loi est adopté. Tout ce qui rend le capital plus cher à l'heure actuelle, compte tenu des taux d'intérêt, est une source de préoccupation pour les agriculteurs, en particulier à l'approche d'une nouvelle année de sécheresse dans les Prairies.

**La présidente :** Merci beaucoup. Si vous souhaitez nous transmettre d'autres renseignements plus tard, vous pouvez le faire par écrit, comme vous le savez. Nous vous en serions reconnaissants si vous avez quoi que ce soit à ajouter en particulier. Nous avons discuté avec d'autres organisations de ce que cela signifierait concernant les critères de prêt pour certaines personnes, et cela fait partie de l'inconnu, bien sûr. Nous n'en savons rien, et les banques, y compris les plus petites d'entre elles, devront essayer de le déterminer.

Nous remercions M. Dave Carey et Mme Cathy Jo Noble, qui sont, respectivement, coprésident et membre du comité directeur de l'Alliance sur le carbone d'origine agricole.

**La sénatrice Ringuette :** Si vous le permettez, c'est que je dois partir plus tard pour assister à une séance d'information.

**La présidente :** Avez-vous une question?

**La sénatrice Ringuette :** Je veux proposer quelque chose à tous mes collègues. Depuis de nombreuses années, et notre réunion d'hier en est un exemple, nous nous interrogeons tous sur la question de la productivité au Canada. Je voudrais proposer à tous les membres de notre comité que la prochaine étude que nous entreprendrons porte exactement là-dessus, sur la productivité, et que nous fassions un examen approfondi de tous les aspects qui y sont liés : la formation, les taux d'intérêt, le crédit d'impôt, ainsi que les éléments incitatifs et dissuasifs en ce qui concerne la productivité.

Je tiens à remercier mes collègues d'avoir écouté ma suggestion. Merci.

**The Chair:** Perhaps you could write us a couple of paragraphs, and we'll take that to steering as soon as possible.

For the second panel, we have Julie Segal, Senior Program Manager of Climate Finance, Environmental Defence.

Welcome, and thank you for joining us today. We'll begin with your opening statement.

**Julie Segal, Senior Program Manager of Climate Finance, Environmental Defence:** Good morning. Thank you for inviting me to appear. My name is Julie Segal, and I lead a climate finance policy program at Environmental Defence Canada. I previously managed a portfolio of sustainable investments. I now work on climate policy because I recognized specifically a policy void in Canada when it comes to policies that align the financial sector with climate action and that ensure the sector is prepared for climate change. I am pleased to testify today about Bill S-243, to enact the climate-aligned finance act, because this bill is an important solution for that void.

First, I will highlight that financial policy is an essential part of public policy. Canada has a plan to adapt our country to the damages from climate change, but until a policy like the climate-aligned finance act is implemented, financial policy remains the missing piece.

Rules for the financial sector have a purpose, including to ensure resilience and to protect people across the country, which is what the climate-aligned finance act intends to do.

Canada right now is recognized as a global laggard when it comes to modernizing financial regulation in light of climate change. Other jurisdictions are up to four years ahead of us on this. The European Union for example, integrated sustainable finance policy as a core part of the region's Green Deal in their 2020 legislation, and the United Kingdom committed three years ago to transition their financial and economic system to become the world's first net-zero aligned financial centre. These are significant financial hubs moving in the direction in which the climate-aligned finance act would bring Canada.

Canada should follow suit by implementing climate-aligned finance act. It is key to modernize our financial system. Banks and pension funds have made voluntary commitments to advance climate resilience, but they have been insufficient. They do demonstrate the opportunity for policies like the climate-aligned

**La présidente :** Vous pourriez peut-être nous écrire deux ou trois paragraphes à ce sujet et nous les transmettrons au comité directeur dès que possible.

Pour la deuxième partie de la réunion, nous accueillons Mme Julie Segal, gestionnaire principale de la finance climatique à Environmental Defence.

Je vous souhaite la bienvenue et je vous remercie de votre présence. Nous vous invitons d'abord à faire votre déclaration préliminaire.

**Julie Segal, gestionnaire principale, Finance climatique, Environmental Defence :** Bonjour. Merci de m'avoir invitée à comparaître. Je m'appelle Julie Segal et je dirige un programme de politiques sur le financement climatique à Environmental Defence Canada. Auparavant, je gérais un portefeuille d'investissements durables. Je travaille maintenant aux politiques climatiques parce que j'ai constaté qu'il y avait un vide au Canada en ce qui concerne les politiques qui alignent le secteur financier sur l'action climatique et qui font en sorte que le secteur est prêt à faire face au changement climatique. Je suis heureuse de témoigner aujourd'hui au sujet du projet de loi S-243, Loi édictant la Loi sur la finance alignée sur le climat, parce qu'il constitue une solution importante pour combler ce vide.

Tout d'abord, je tiens à souligner que la politique financière est un élément essentiel de la politique publique. Le Canada dispose d'un plan d'adaptation aux dommages causés par le changement climatique, mais tant qu'une politique comme la Loi sur la finance alignée sur le climat n'est pas mise en œuvre, la politique financière reste la pièce manquante.

Les règles applicables au secteur financier ont un objectif, notamment celui d'assurer la résilience et de protéger les gens partout au pays, et c'est ce que vise la Loi sur la finance alignée sur le climat.

Sur la scène mondiale, le Canada est actuellement considéré comme étant à la traîne en ce qui concerne la modernisation de la réglementation financière pour tenir compte du changement climatique. D'autres pays ont jusqu'à quatre ans d'avance sur nous dans ce domaine. L'Union européenne, par exemple, a mis des politiques financières durables au centre de son Pacte vert pour l'Europe dans sa législation de 2020, et le Royaume-Uni s'est engagé, il y a trois ans, à faire évoluer son système financier et économique pour devenir le premier centre financier aligné sur la carboneutralité dans le monde. Ces grands centres financiers s'engagent donc dans la voie dans laquelle la Loi sur la finance alignée sur le climat pourrait amener le Canada.

Le Canada devrait leur emboîter le pas en mettant en œuvre la Loi sur la finance alignée sur le climat, qui est essentielle à la modernisation de notre système financier. Des banques et des fonds de pension ont pris des engagements volontaires pour faire progresser la résilience climatique, mais ces engagements sont

finance act, but these voluntary commitments have been insufficient and not thoroughly implemented on their own accord.

I will also add that Canada is not succeeding on our climate commitments. We are the only G7 country where emissions have increased over the past 25 years. We have missed every federal climate commitment. Our financial sector is recognized globally as negatively contributing to climate change, and Canada can only start to succeed on our climate commitments if we advance climate-aligned financial policy like the climate-aligned finance act.

Oxford academics recently highlighted in a *Nature* article that voluntary climate commitments from the private sector are insufficient and unreliable but that new ground rules like the climate-aligned finance act for climate-aligned financial policy are now the key piece and the next important stage for global climate and economic stability. So financial policy is a key part of climate policy and public policy that Canada should be moving forward on.

Second, Canada is expected to experience severe negative economic impacts and financial risks from climate change. We already are. Policy like the climate-aligned finance act would help mitigate this from becoming more severe. Climate change is inflicting losses on the global and domestic economy, including harming agricultural yields, physical infrastructure and labour productivity, not to mention the severe human and environmental costs of climate disasters across the country.

Looking economically, the Canadian economy would lose \$25 billion in GDP by next year, 2025 — that's from the Canada Climate Institute — which is over half of our expected GDP growth. By the mid-2030s, over \$100 billion of investments are expected to lose their value because of Canadian investors being underprepared for the climate transition.

Climate change is making life more expensive and dangerous for people across the country, which means financial institutions should be investing in ways that help make climate change less severe and make us all more resilient to the damages we're experiencing. Designing a financial system that mitigates the severity of climate change is very much in our best interest, both socially and economically.

insuffisants. Ils démontrent la pertinence de politiques telles que la Loi sur la finance alignée sur le climat, mais ils ne sont pas suffisants et ils n'ont pas été mis en œuvre de manière rigoureuse de leur propre chef.

J'ajouterai que le Canada ne respecte pas ses engagements climatiques. En effet, nous sommes le seul pays du G7 dont les émissions ont augmenté au cours des 25 dernières années. Nous n'avons respecté aucun engagement climatique pris par le gouvernement fédéral. Il est reconnu dans le monde entier que notre secteur financier apporte une contribution négative au changement climatique, et le Canada ne pourra commencer à respecter ses engagements climatiques que s'il met en place une politique financière alignée sur le climat, comme la Loi sur la finance alignée sur le climat.

Des universitaires d'Oxford ont récemment souligné dans un article publié dans la revue *Nature* que les engagements climatiques volontaires du secteur privé sont insuffisants et peu fiables, mais que de nouvelles règles de base telle que la Loi sur la finance alignée sur le climat pour une politique financière alignée sur le climat représentent désormais l'élément central et la prochaine étape vers la stabilité du climat mondial et la stabilité économique. La politique financière est donc un élément essentiel de la politique climatique et de la politique publique sur lesquelles le Canada devrait s'aligner.

Deuxièmement, on s'attend à ce que le Canada subisse de grands impacts économiques négatifs et des risques financiers liés au changement climatique. C'est déjà le cas. Une politique telle que la Loi sur la finance alignée sur le climat pourrait contribuer à éviter que la situation ne s'aggrave. Le changement climatique inflige des pertes à l'économie mondiale et nationale, notamment en nuisant aux rendements agricoles, à l'infrastructure matérielle et à la productivité du travail, sans parler des coûts humains et environnementaux élevés des catastrophes climatiques à l'échelle du pays.

Sur le plan économique, l'économie canadienne pourrait perdre 25 milliards de dollars de PIB d'ici l'an prochain, c'est-à-dire en 2025 — selon l'Institut climatique du Canada —, ce qui représente plus de la moitié de la croissance attendue du PIB. D'ici le milieu des années 2030, plus de 100 milliards de dollars d'investissements devraient perdre leur valeur parce que les investisseurs canadiens ne sont pas suffisamment préparés à la transition climatique.

Le changement climatique rend la vie plus chère et plus dangereuse pour les habitants de tout le pays, ce qui signifie que les institutions financières devraient investir de manière à atténuer la gravité des effets du changement climatique et à nous aider à accroître notre résilience face aux dommages que nous subissons. La mise au point d'un système financier qui atténue la gravité du changement climatique est tout à fait dans notre intérêt, tant sur le plan social que sur le plan économique.



A third point is that people across the country are aware of climate-related risks —

**The Chair:** You have about 30 seconds left. I just want to give you that heads-up.

**Ms. Segal:** Thank you.

They want Bill S-243 to be passed into law. I encourage senators on this committee to pay attention to this point. I believe you have received over 6,000 letters from individuals expressing their desire to move forward with the climate-aligned finance act. It has received international and domestic support. Over 100 organizations and academics have supported the bill, including by encouraging this committee to study it thoroughly. Polling shows that over two thirds of people in Canada want the federal government to implement sustainable finance policy like the climate-aligned finance act.

Globally, international experts, like the former Chair of the Securities and Exchange Commission and international banker groups, have celebrated the importance and global interoperability of the climate-aligned finance act. This is a world-leading policy proposal which would protect people across the country and build our economy. Labour unions, financial institutions, federal political parties have supported Bill S-243, or the climate-aligned finance act, and the principles behind it —

**The Chair:** Okay. Thanks for the opening. I'm sure there will be lots more questions as they come.

**Ms. Segal:** Thank you for the opportunity.

**The Chair:** Just before we begin, can you tell me what Environmental Defence Canada is, whom you represent, how you're funded, just so we have some context for whom you're speaking on behalf of?

**Ms. Segal:** Absolutely. Environmental Defence is a leading Canadian non-profit. We work on a variety of climate and environmental issues, specifically doing significant research and mobilization for policy solutions to build a healthier and cleaner environment in the country.

**The Chair:** How are you funded? Is this donation or government funding?

**Ms. Segal:** We are a non-profit organization separate from the government.

Troisièmement, les citoyens de tout le pays sont conscients des risques liés au climat...

**La présidente :** Il vous reste environ 30 secondes. Je voulais seulement vous en informer.

**Mme Segal :** Je vous remercie.

Les gens veulent que le projet de loi S-243 soit adopté. J'encourage les sénateurs du comité à prêter attention à ce point. Je crois que vous avez reçu plus de 6 000 lettres de particuliers qui souhaitent l'adoption de la Loi sur la finance alignée sur le climat. Cette loi a reçu un soutien international et national. Plus de 100 organismes et universitaires appuient le projet de loi, notamment en encourageant votre comité à l'étudier de manière approfondie. Des sondages révèlent que plus de deux tiers des Canadiens souhaitent que le gouvernement fédéral mette en œuvre une politique financière durable comme Loi sur la finance alignée sur le climat.

À l'échelle mondiale, des experts internationaux, comme l'ancienne présidente de la Commission des valeurs mobilières des États-Unis, et des groupes de banquiers internationaux ont souligné l'importance et l'interopérabilité mondiale de la Loi sur la finance alignée sur le climat. Il s'agit d'une proposition politique de calibre mondial qui protégerait les citoyens de tout le pays et qui renforcerait notre économie. Des syndicats, des institutions financières et des partis politiques fédéraux appuient le projet de loi S-243, ou Loi sur la finance alignée sur le climat, et les principes qui le sous-tendent...

**La présidente :** D'accord. Je vous remercie de votre déclaration. Je suis sûre qu'il y aura de nombreuses questions.

**Mme Segal :** Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de faire une déclaration.

**La présidente :** Juste avant de commencer, pouvez-vous nous parler de votre organisme, Environmental Defence Canada, des gens que vous représentez et de vos sources de financement, afin que nous représentions le contexte et les gens au nom desquels vous parlez aujourd'hui?

**Mme Segal :** Oui, certainement. Environmental Defence Canada est un organisme canadien sans but lucratif de premier plan. Nous travaillons sur une série de questions relatives au climat et à l'environnement, plus précisément en menant de nombreuses recherches et en mobilisant des solutions politiques pour bâtir un environnement plus propre et plus sain dans notre pays.

**La présidente :** D'où provient votre financement? S'agit-il de dons ou de fonds publics?

**Mme Segal :** Nous sommes un organisme sans but lucratif indépendant du gouvernement.

**The Chair:** Pursue that later.

**Senator Loffreda:** Thank you, Ms. Segal, for being here. I do agree that climate — the environment and climate change are a concern, a global concern today, and it's extremely important, and this is an important bill we are looking at. I thank you for your comments.

You mentioned that our financial institutions should be making a greater investment in sustainable climate finance. You did mention they're laggards — we're behind in doing so.

To what extent do you believe that legislation should be a national initiative or more a global initiative, internationally collaborated between international financial institutions, by international legislation? My concern there is we'll limit our financial institutions — and I think it's important that they do have sustainable climate finance strategies, but what would hinder a Canadian petroleum company from making a loan with a U.S. bank, with an international bank? They still obtain financing elsewhere in the world. All we would be doing is taking those tax dollars, sending them over to the U.S. or other countries that would finance our energy sector, if we want to call it such.

On the other hand, do you believe in a just transition? In essence, do we have the infrastructure today to impose such a bill with what some witnesses have said is overreaching policy?

**Ms. Segal:** Thank you, Senator Loffreda.

To be clear, Canada is lagging behind international allies and competitors when it comes to sustainable finance policy. There are two pieces here where Canada is behind. Yes, as you noted, our big five banks are behind on climate investment. They invest about four times as much into fossil fuels as clean energy, which really hampers Canada when it comes to building a good green economy and building good jobs in that green economy.

Yes, our banks are absolutely behind. Also, our policy environment is behind. When we talk about global harmonization, I've named a number of other regions, which isn't even all of them, who have moved forward on climate-aligned financial policy like the climate-aligned finance act. Internationally, Canadian banks are significantly critiqued for moving too slowly on the climate transition and for excessively investing in fossil fuels relative to clean energy investments. Policy like the climate-aligned finance act would simply bring

**La présidente :** Vous pourrez approfondir la question plus tard.

**Le sénateur Loffreda :** Madame Segal, je vous remercie d'être ici aujourd'hui. Je conviens que le climat, l'environnement et le changement climatique représentent une préoccupation mondiale extrêmement importante de nos jours, et que le projet de loi que nous étudions est aussi important. Je vous remercie de votre déclaration préliminaire.

Vous avez mentionné que nos institutions financières devraient investir davantage dans le financement durable de la lutte contre le changement climatique. Vous avez mentionné qu'elles étaient à la traîne, c'est-à-dire qu'elles accusent un retard dans ce domaine.

Dans quelle mesure, selon vous, le projet de loi devrait-il être une initiative nationale ou plutôt une initiative mondiale, une collaboration internationale entre les institutions financières internationales, par l'entremise d'une loi internationale? Je crains que nous ne limitons nos institutions financières... Je pense qu'il est important qu'elles disposent de stratégies de financement durable pour la lutte contre le changement climatique, mais qu'est-ce qui empêcherait une société pétrolière canadienne de contracter un prêt auprès d'une banque américaine ou d'une banque internationale? Elle obtiendrait toujours du financement ailleurs dans le monde. Nous ne ferions que prendre l'argent des contribuables et l'envoyer aux États-Unis ou dans d'autres pays qui financent notre secteur énergétique, si nous voulons l'appeler ainsi.

D'autre part, croyez-vous qu'il est possible d'effectuer une transition juste? Bref, disposons-nous aujourd'hui de l'infrastructure nécessaire pour imposer un tel projet de loi qui contient des politiques que certains témoins jugent excessives?

**Mme Segal :** Je vous remercie, sénateur Loffreda.

À des fins d'éclaircissements, le Canada est à la traîne par rapport à ses alliés et à ses concurrents internationaux sur le plan des politiques financières durables. Le Canada accuse un retard sur deux plans. Oui, comme vous l'avez souligné, nos cinq grandes banques accusent un retard en matière d'investissements dans le climat. Elles investissent environ quatre fois plus dans les combustibles fossiles que dans les énergies propres, ce qui nuit grandement aux efforts du Canada pour bâtir une économie verte et créer de bons emplois dans cette économie verte.

Oui, nos banques sont certainement à la traîne, tout comme nos politiques environnementales. J'ai cité un certain nombre de régions dans le monde — et cela ne représente pas toutes les régions — qui ont progressé en matière de politiques financières alignées sur le climat, comme la Loi sur la finance alignée sur le climat. Sur la scène internationale, les banques canadiennes font l'objet de critiques virulentes parce qu'elles prennent trop de temps à effectuer la transition climatique et qu'elles investissent de façon excessive dans les combustibles fossiles.

Canada up to speed with other economic directions from countries that are moving forward with climate-aligned financial policy to ensure that their economies can be competitive and there are good green jobs for people in their countries. So the climate-aligned finance act would bring us up to the international level.

It's actually quite a savvily designed policy because it draws on international best practices to make them fit for purpose in Canada. It tackles both domestic suitability and international harmonization.

**Senator Loffreda:** You mentioned it would bring us up to speed with other international institutions. Could you mention which countries? Could you mention specific legislation? That would allow us to amend this bill, and we don't want to reinvent the wheel. If that is the case, we could amend it, improve it, put it forward. Maybe you could be more specific on that. That's my question, because internationally we do live in and operate in a global environment, so we have to be globally competitive in every sector — energy, financial. I would like you to be more specific on how we could be more globally competitive in every sector, and amend this bill if we have to, or propose it as is if you feel that other countries and other financial institutions around the world have imposed such restrictive policies or legislation?

**Ms. Segal:** I appreciate the opportunity to revisit international examples. As I mentioned in my opening remarks, a number of other jurisdictions have implemented this, including, specifically, the European Union in 2020. They have integrated sustainable finance policy as a core part of their green deal, their climate plan, and their economic modernization. So that was back in 2020, and they have implemented many updates to their sustainable finance policy over the past four years, and the climate-aligned finance act draws very significantly from those, as I've studied both in depth.

The United Kingdom as well committed to become the world's first net-zero-aligned financial sector back in 2021. Of course, that is quite a notable global financial hub still. They have moved forward on policies like moving toward requiring credible climate plans from companies across the economy, under their Financial Conduct Authority.

comparativement à leurs investissements dans les énergies propres. Une politique telle que la Loi sur la finance alignée sur le climat permettra simplement au Canada de se mettre au diapason des autres orientations économiques des pays qui mettent en œuvre une politique financière alignée sur le climat, afin d'assurer la compétitivité de leur économie et la création de bons emplois verts pour leurs citoyens. La Loi sur la finance alignée sur le climat nous permettrait donc de nous hisser au niveau international.

Il s'agit en réalité d'une politique intelligemment conçue, car elle s'inspire des pratiques exemplaires internationales et les adapte aux objectifs du Canada. Elle convient ainsi aux objectifs nationaux tout en favorisant l'harmonisation au niveau international.

**Le sénateur Loffreda :** Vous avez indiqué que cela nous permettrait de nous mettre au diapason d'autres institutions internationales. Pouvez-vous nous dire de quels pays vous parlez? Pourriez-vous nous donner l'exemple d'une loi en particulier? Cela nous permettrait d'amender ce projet de loi sans avoir à réinventer la roue. Nous pourrions ainsi le modifier, l'améliorer et proposer le tout. Peut-être pourriez-vous être plus précise à ce sujet. C'est la question que je vous pose, parce que nous vivons et fonctionnons au sein d'un environnement mondial, et nous devons donc être compétitifs au niveau planétaire dans tous les secteurs — énergie, finances, etc. J'aimerais que vous nous indiquiez plus spécifiquement la façon dont nous pourrions mieux soutenir la concurrence en amendant ce projet de loi si nécessaire, ou en le proposant tel quel si vous estimez que d'autres pays et d'autres institutions financières dans le monde ont imposé des politiques ou des mesures législatives aussi restrictives.

**Mme Segal :** Je me réjouis d'avoir l'occasion de revenir sur les exemples internationaux. Comme je l'ai mentionné dans mes remarques préliminaires, un certain nombre d'autres gouvernements ont mis de telles mesures en œuvre, y compris notamment l'Union européenne en 2020. Celle-ci a intégré la politique de financement durable en tant qu'élément central de son pacte vert, de son plan climatique et de sa modernisation économique. C'était donc en 2020, et leur politique de financement durable a été mise à jour à maintes reprises au cours des quatre dernières années. Pour avoir étudié en profondeur les deux régimes, je peux vous dire que la Loi sur la finance alignée sur le climat s'en inspire fortement.

Le Royaume-Uni s'est également engagé en 2021 à se donner le premier secteur financier au monde à se conformer à l'objectif de carboneutralité. Il va de soi qu'il s'agit encore d'une plaque tournante du secteur financier à l'échelle mondiale. Le Royaume-Uni a progressé dans la mise en œuvre de politiques telles que l'exigence de plans climatiques crédibles de la part des entreprises dans l'ensemble de l'économie, sous l'égide de l'Autorité britannique de surveillance des pratiques financières.

As well, California, which is equivalent to one of the world's largest economies, has implemented very forward-looking sustainable finance policies as well, which I would be happy to expand upon perhaps in another conversation, Senator Loffreda.

I'll just add, thousands of companies are covered by those European Union and Californian regulations. Moving forward with the climate-aligned finance act would simply be more consistent and would level the playing field for companies which are already covered by policies not made in Canada.

**The Chair:** Thank you very much. We're over time on that.

**Senator Marshall:** Thank you for being here today. The bill, for some of us, is very comprehensive, complicated and complex. I see from the material we've been given that you advised on this piece of legislation. How familiar are you with the construction of the bill? The bill itself doesn't have what I would call overwhelming support. If the bill were to be amended, is there a way to deconstruct the bill? Was the bill constructed in layers? Is it possible to deconstruct the bill and take out a certain portion and then take a look at the bill to see if it would be more palatable? Could you just comment on that?

**Ms. Segal:** Senator, I very much appreciate that question. I would highlight that I strongly call on the Senate Banking Committee to advance climate-aligned finance act, on behalf of my organization, dozens of climate and finance expert organizations and myself. I would love to highlight that the bill does have quite overwhelming support. As I mentioned, I believe this committee has received over 6,000 letters — from individuals who don't tend to pay attention, necessarily, to Senate procedures or financial policy — calling for the climate-aligned finance act to move forward.

A number of global and international experts, including international banker groups, the former chair of the U.S. Securities and Exchange Commission have lauded and celebrated the bill. Over 100 climate organizations and financial academics from within Canada have supported the bill, including by writing to encourage this committee to move it forward and to deliver a proper study of it.

**Senator Marshall:** Just address the part about the construction of the piece of legislation and possible amendments. Is it possible to deconstruct it in an orderly fashion so that if there were something specific in the bill that didn't have the required level of support, it could be taken out? Is that something

De même, la Californie, qui pourrait se classer parmi les plus grandes économies du monde, a également mis en œuvre des politiques en matière de finance durable qui sont très avant-gardistes et dont je pourrais vous entretenir de manière plus approfondie, sénateur Loffreda.

Je voudrais juste ajouter que des milliers d'entreprises sont assujetties à cette réglementation adoptée par l'Union européenne et la Californie. En allant de l'avant avec la Loi sur la finance alignée sur le climat, on se montrerait tout simplement plus cohérent en offrant des chances égales aux entreprises déjà visées par des politiques qui n'ont pas été élaborées au Canada.

**La présidente :** Merci beaucoup. Nous avons dépassé le temps imparti.

**La sénatrice Marshall :** Je vous remercie de votre présence aujourd'hui. Pour certains d'entre nous, ce projet de loi est une mesure législative très détaillée et fort complexe. D'après les documents qui nous ont été remis, je constate que vous avez été consultée lors de l'élaboration de ce projet de loi. Êtes-vous bien au fait de la façon dont il est structuré? Je ne crois pas que l'on puisse parler d'un appui généralisé pour ce projet de loi. S'il devait être amendé, y aurait-il en quelque sorte moyen de le déconstruire? Le projet de loi a-t-il été structuré en couches successives? Est-il possible d'en retirer une certaine partie, puis d'examiner ce qui reste du projet de loi pour voir s'il serait plus acceptable ainsi? Pouvez-vous nous dire ce que vous en pensez?

**Mme Segal :** Sénatrice, je comprends très bien votre question. Encore une fois, j'exhorte le Comité sénatorial des banques à adopter la Loi sur la finance alignée sur le climat, et ce, au nom de mon organisation, de douzaines d'organisations expertes en matière de climat et de finance et en mon nom personnel. Je tiens à souligner que le projet de loi bénéficie en fait d'un soutien massif. Comme je l'ai mentionné, je crois que votre comité a reçu plus de 6 000 lettres — en provenance de personnes qui ne s'intéressent pas nécessairement aux travaux du Sénat ou à la politique financière — demandant que l'on aille de l'avant avec la Loi sur la finance alignée sur le climat.

Un certain nombre d'experts à l'échelle planétaire, y compris des groupes de banquiers internationaux et l'ancien président de la commission américaine des valeurs mobilières, n'ont pas manqué de vanter les mérites de ce projet de loi. Une bonne centaine d'organisations climatiques et d'universitaires du secteur financier du Canada ont soutenu le projet de loi, notamment en écrivant pour encourager ce comité à en faire une étude rigoureuse pour le faire passer à l'étape suivante.

**La sénatrice Marshall :** Je voudrais que l'on se limite à traiter de la structure du projet de loi et de la possibilité d'y apporter des amendements. Est-il possible de le déconstruire de manière ordonnée de telle sorte qu'un élément précis ne faisant pas suffisamment consensus puisse être extirpé du projet de loi?

that could be done, or is the bill itself so integrated that there is no way to break off pieces of the bill?

**Ms. Segal:** Yes. The Senate would have the opportunity to revise the bill. In fact, I very much encourage a sophisticated discussion evaluating the bill and its very positive utility, including, if necessary, discussing amendments to make it even more fit for purpose in Canada.

As I mentioned — and as Senator Galvez noted — I was part of a very significant advisory and input-gathering process led by Senator Galvez in designing this bill, which looked at taking global policies and fitting them for purpose in Canada. I very much encourage the Senate Banking Committee to continue those fruitful discussions, those fruitful hearings, and to give it proper analysis to make sure this is well suited.

I understand that, perhaps, you haven't been hearing overwhelming support from the witnesses who have been called here to date. A number of groups have called for the Senate to give this bill a very thorough study, including calling for a balanced roster of witnesses. I hope that I am only the first of many climate experts whom you have the opportunity to hear from this topic —

**The Chair:** Did you get an answer?

**Ms. Segal:** — just to enrich your understanding of the bill.

**Senator Marshall:** I'm looking for a yes or no. To amend something in the legislation, will it be complex? Is it something that you think could be done even though it's a big piece of legislation? Could some amendments be made without much difficulty? I'm just asking how the bill is constructed and, therefore, is it possible to deconstruct certain things if we must?

**Senator Galvez:** I can answer that, and the answer is yes.

**The Chair:** I'm sorry, Senator Galvez, we have witnesses. Thank you.

**Ms. Segal:** Thank you so much. Apologies. I had intended to specify that at the top. Yes, I encourage a sophisticated discussion of the bill. There are opportunities for the Senate committee to make sure this is appropriately fit for Canada and, yes, technically, this bill can and should be evaluated by the Senate Banking Committee to make sure it's the right fit.

Est-ce envisageable ou est-ce que les dispositions du projet de loi sont indissociables à un point tel qu'il est impossible d'en extraire certaines composantes?

**Mme Segal :** Il serait effectivement possible pour le Sénat de réviser le projet de loi. En fait, j'encourage vivement une discussion approfondie pour évaluer le projet de loi et en faire ressortir la très grande utilité, ce qui pourrait vous amener à prendre en considération divers amendements visant à le rendre encore plus propice à l'atteinte des objectifs du Canada.

Comme je l'ai mentionné — et comme vous l'avez vous-même fait remarquer —, j'ai participé à un important processus de consultation et de collecte de données mené par la sénatrice Galvez aux fins de l'élaboration de ce projet de loi. Il s'agissait de considérer les politiques en vigueur ailleurs dans le monde et de les adapter aux besoins du Canada. J'encourage vivement le Comité sénatorial des banques à poursuivre ces discussions et ces audiences d'une grande pertinence, et à procéder à une analyse suffisamment approfondie pour s'assurer que ce projet de loi est bien adapté.

Je comprends que vous n'avez pas nécessairement pu déceler un soutien important de la part des témoins convoqués jusqu'à maintenant. Un certain nombre de groupes ont demandé au Sénat d'étudier ce projet de loi de manière très approfondie, et notamment de dresser une liste de témoins offrant un échantillon équilibré de points de vue. J'espère n'être que la première parmi les nombreux experts du climat que vous aurez l'occasion d'entendre sur ce sujet...

**La présidente :** Avez-vous eu la réponse que vous cherchiez?

**Mme Segal :** ... juste pour enrichir votre compréhension du projet de loi.

**La sénatrice Marshall :** J'aimerais que vous me répondiez par un oui ou par un non. Est-ce qu'il pourrait être ardu de modifier l'un des éléments de ce projet de loi? Pensez-vous qu'il est possible de le faire même s'il s'agit d'un texte législatif fort complexe? Certains amendements pourraient-ils être apportés sans trop de difficulté? Je voudrais savoir simplement comment le projet de loi est construit et, par conséquent, s'il est possible d'en extraire certaines composantes au besoin.

**La sénatrice Galvez :** Je peux répondre à cette question, et la réponse est oui.

**La présidente :** Je suis désolée, sénatrice Galvez, mais nous avons un témoin pour répondre aux questions. Je vous remercie.

**Mme Segal :** Merci beaucoup. Je suis désolée. J'avais l'intention de le préciser d'entrée de jeu. Je préconise effectivement un examen approfondi du projet de loi. D'un point de vue technique, ce projet de loi peut et doit être évalué par le Comité sénatorial des banques pour s'assurer qu'il est bien adapté à la situation du Canada.

**The Chair:** Thank you.

Just for clarification, as you know, we are the recipients of many, many email campaigns, as we were on this bill and many other bills. That is not the same as testimony.

[*Translation*]

**Senator Bellemare:** Thank you for being with us, Ms. Segal. I will offer a few comments to give you some context for my question.

In committee, we are now studying a bill that has already gone through the Senate, and the principle of Bill S-243, An Act to enact the Climate-Aligned Finance Act, or CAFA, has been heard. We agreed to study the bill supporting the principle of aligning funding with reducing greenhouse gases. The bill before us needs to comply with some specifics. It cannot have a financial impact on the government or credits since it is a Senate bill.

I understand from what you've said that countries, meaning governments, have adopted legislation on that front. You mentioned the European Union, but that is a union of many countries. I would like you to submit to the committee any ongoing bills related to aligning funding with reducing greenhouse gases that would comply with the CAFA. That would be very useful to us.

Please understand that we can't bring the government into it because it is a Senate bill. While the principle of the bill has been heard in the Senate, we are analyzing the details of the bill. Understanding how it will work is very complicated, since it is not allowed to have any financial implications. There are some problems with that. Perhaps the government should adopt such a bill rather than the Senate. That's where things currently stand in the Senate. We are asking ourselves whether this bill can be a Senate bill. Isn't this a government bill rather than a Senate bill? What do you think?

I'd like you to submit the laws in place in the European Union countries to the committee. That would be very informative. Thank you.

**Ms. Segal:** Thank you. I will continue in English, but thank you for the bilingual question.

**La présidente :** Merci.

Comme vous le savez, nous sommes les destinataires d'un large éventail de campagnes par courriel, comme nous l'avons été pour ce projet de loi et de nombreux autres par le passé. Ces messages n'ont toutefois pas le même poids que les témoignages que nous pouvons entendre.

[*Français*]

**La sénatrice Bellemare :** Merci d'être avec nous, madame Segal. Je vais faire un commentaire en même temps que je vais poser ma question pour vous situer mon propos.

On en est maintenant à l'étude en comité d'un projet de loi qui a déjà passé par le Sénat, et le principe de la Loi édictant la Loi sur la finance alignée sur le climat et apportant des modifications connexes à d'autres lois, la LFAC, a été entendu. On s'est dit qu'on allait examiner le projet de loi soutenant le principe de l'alignement du financement dans le contexte de la réduction des gaz à effets de serre. Le projet de loi que nous avons devant nous en est un qui doit respecter certaines spécificités. Il ne doit pas avoir d'impact financier pour le gouvernement ni sur le plan des crédits, parce que c'est un projet de loi du Sénat.

Je comprends, en raison de ce que vous nous avez dit, que des pays — donc des gouvernements — ont adopté des projets de loi gouvernementaux sur ce concept. Vous avez parlé de l'Union européenne, mais c'est une organisation de pays, l'union de plusieurs pays. Je voudrais que vous déposiez au comité les projets de loi qui existent actuellement par rapport à l'alignement de la finance en fonction de la réduction des gaz à effets de serre conformément à la LFAC. Ce serait très intéressant pour nous.

Je voudrais que vous compreniez que nous ne pouvons engager le gouvernement, parce que c'est un projet de loi du Sénat. Bien que le principe du projet de loi ait bien été entendu au Sénat, ce sont les détails du projet de loi que nous analysons. Il est très complexe de savoir comment tout cela va fonctionner, parce que cela ne doit pas avoir d'incidences financières. Alors là, il y a des problèmes. Peut-être que le gouvernement devrait adopter un tel projet de loi, et non le Sénat. C'est là où nous en sommes actuellement au Sénat. Nous en sommes à nous demander si ce projet de loi peut être un projet de loi du Sénat. N'est-ce pas plutôt un projet de loi du gouvernement? Qu'en pensez-vous?

Je voudrais que vous déposiez au comité les lois existantes des différents pays de l'Union européenne. Ce sera très instructif pour le comité. Merci.

**Mme Segal :** Merci beaucoup. Je vais continuer en anglais, mais merci pour cette question bilingue.

[English]

There are a few different pieces there, and I would like to cover them all. First, I'm glad to hear of your interest in the specific policies globally. I understand the distinction between a Senate bill and a bill that comes through the House of Commons. I understand that the climate-aligned finance act was very delicate in its drafting to make sure it falls in the appropriate level of federal-related policy that comes from the Senate and does not infringe on any spending. I will keep that answer brief because the work was quite thorough to keep on the right side of that.

I also add that, in the House of Commons, a number of parties forming federal parties have demonstrated support for the principles behind the climate-aligned finance act. There could certainly be more action from the House of Commons on this; yet the climate-aligned finance act is a very comprehensive bill in a positive way. As we heard from the previous panel, small businesses and farmers are experiencing frustration with fragmented pieces of climate policy across the board. The climate-aligned finance act is actually quite brilliant in tying things together in a comprehensive way to clear up what needs to happen in one action.

**The Chair:** Thank you.

[Translation]

**Senator Miville-Dechêne:** Welcome, Ms. Segal. I would like you to put the matter of impact into layman's terms. The bill requires financial institutions not only to be concerned about the risk of banks investing in polluting industries, but also to assess the impact of these industries if funding is provided with no real guarantees.

How can the impact be calculated? Are there thresholds, or is it left up to the judgment of bankers? Is the double materiality criterion enshrined in the European laws you are referring to?

[English]

**Ms. Segal:** Thank you. Yes, absolutely, the European Union and other global approaches consider both the impacts from climate change on finance and from finance, which is the double materiality that you mentioned.

**Senator Miville-Dechêne:** Okay, but could you explain to us in lay terms what you're talking about here, the risk versus the impact and how we calculate that? Because it happens over many

[Traduction]

Vous soulevez plusieurs éléments, et j'aimerais traiter de chacun d'eux. Tout d'abord, je suis heureuse de constater que vous vous intéressez aux politiques en vigueur dans les différents pays. Je comprends bien la distinction entre un projet de loi du Sénat et un autre qui aurait été adopté par la Chambre des communes. Je comprends que la Loi sur la finance alignée sur le climat a été rédigée avec grand soin afin de trouver le juste niveau d'intervention politique du Sénat à l'échelon fédéral tout en évitant d'imposer des contraintes financières au gouvernement. Je n'en dirais pas plus à ce sujet, car on a vraiment fait le nécessaire pour prévenir tout empiètement.

J'ajouterais qu'un certain nombre de représentants des partis à la Chambre des communes ont manifesté leur soutien aux principes qui sous-tendent la Loi sur la finance alignée sur le climat. La Chambre des communes pourrait certes se montrer plus active dans ce dossier, mais il n'en demeure pas moins que nous avons ici un projet de loi très complet qui nous permettrait de faire un pas en avant. Comme l'ont dit les témoins précédents, les petites entreprises et les agriculteurs sont frustrés du manque de cohésion dans nos politiques climatiques. La Loi sur la finance alignée sur le climat est une mesure en fait assez ingénieuse en ce sens qu'elle établit un lien entre tous les éléments à considérer pour que l'on voit clairement ce qu'il convient de réaliser en une seule action.

**La présidente :** Merci.

[Français]

**La sénatrice Miville-Dechêne :** Bienvenue, madame Segal. J'aimerais que vous vulgarisiez un peu plus toute cette question de l'impact. Le projet de loi demande aux institutions financières de ne pas seulement se préoccuper des risques pour les banques d'investir dans des industries polluantes, mais aussi d'évaluer l'impact de ces industries pour accorder un financement avec plus ou moins de garanties.

Comment va-t-on calculer l'impact? Y a-t-il des seuils, ou est-ce laissé au bon jugement des banquiers? Est-ce que ce critère de double matérialité est déjà inscrit dans les lois européennes auxquelles vous avez fait référence?

[Traduction]

**Mme Segal :** Je vous remercie. L'Union européenne et d'autres instances internationales tiennent effectivement compte à la fois des impacts du changement climatique sur les activités de financement et des répercussions de ce financement sur le climat, ce qui correspond à ce principe de double importance relative que vous évoquez.

**La sénatrice Miville-Dechêne :** D'accord, mais pourriez-vous nous expliquer en termes simples ce dont vous parlez ici. Comment évalue-t-on le risque par rapport aux répercussions

years, and it can be a long-term impact that we don't know about. Tell us a bit more precisely or simply how it changes the way banks lend money.

**Ms. Segal:** Gladly. The impacts from banks or pension funds, financial decisions related to climate change, as you mentioned, happen over a long period of time but also in the short term, given how advanced climate change is. When financial institutions like banks or pension funds that are managing the money of Canadians invest in, for example, expanding fossil fuels, they are contributing to worsening climate change. We know oil, gas and coal contribute to well over 80% of climate-warming pollution that is causing devastation across the country. At the same time, if they're underinvesting in renewable energy or other clean solutions, then that's leaving Canada's economy behind.

Moreover, if they're not investing in climate resilience because they're continuously putting money toward fossil fuels or other polluting activities, then it also leaves Canadian infrastructure worse off.

As an example, none of Canada's big five banks have committed to phasing out coal financing, even though the Government of Canada is one of the spearheaders of the Powering Past Coal Alliance. What happens when we put our money into banks and pension funds and they invest that into projects, they're defining what our economy looks like tomorrow and what our pollution looks like today. If they're investing in sustainable industries, this helps to move Canada toward a greener economy and future, yet if they're investing in polluting industries, it is making climate change worse, harming people across the country and globally.

A lot of the initiatives that we've seen so far, like the CSSB — which I would be pleased to chat more about and to clarify — focus only on the economic risks to the financial sector. As I mentioned, over \$100 billion of investments are at risk of completely losing their value in Canada because of our financial institutions moving too slowly on climate action.

Those risks are big and should be accounted for, and the climate-aligned finance act does tackle that. However, the climate-aligned finance act also ensures that investments move in a way that helps keep a safer environment and, therefore, a more stable economy. The best way to reduce —

possibles? C'est en effet un processus qui s'étale sur de nombreuses années et il peut y avoir un impact à long terme que nous ne connaissons pas. Dites-nous un peu plus précisément ou plus simplement comment cela change la façon dont les banques prêtent de l'argent.

**Mme Segal :** Avec plaisir. Les répercussions des décisions financières liées au changement climatique prises par les banques ou les fonds de pension, comme vous l'avez mentionné, se font ressentir à la fois dans le court et le long terme, étant donné l'ampleur du changement climatique. Lorsque les institutions financières telles que les banques ou les fonds de pension qui gèrent l'argent des Canadiens investissent, par exemple, dans l'exploitation des combustibles fossiles, elles contribuent au changement climatique. Nous savons que le pétrole, le gaz et le charbon sont à l'origine de plus de 80 % de la pollution liée au réchauffement climatique qui cause des ravages dans tout le pays. En même temps, si les institutions financières n'investissent pas assez dans les énergies renouvelables ou d'autres solutions propres, c'est l'économie canadienne qui en pâtit.

En outre, si les institutions financières n'investissent pas dans la résilience climatique et continuent de favoriser les combustibles fossiles ou d'autres activités polluantes, ce sont les infrastructures canadiennes qui paient le prix.

À titre d'exemple, aucune des cinq grandes banques canadiennes ne s'est engagée à supprimer progressivement le financement du charbon, même si le gouvernement du Canada est l'un des fers de lance de l'alliance : Énergiser au-delà du charbon. Lorsque nous plaçons notre argent dans les banques et les fonds de pension et qu'ils l'investissent dans des projets, ils définissent ce que sera notre économie à l'avenir et ce qu'est notre pollution aujourd'hui. S'ils investissent dans des industries durables, ils contribuent à faire progresser le Canada vers une économie et un avenir plus verts. En revanche, s'ils investissent dans des industries polluantes, ils aggravent le changement climatique et nuisent à la population du pays et du monde entier.

Bon nombre des initiatives que nous avons vues jusqu'à présent, comme le CCNID, dont je serais heureuse de parler davantage et de clarifier, se concentrent uniquement sur les risques économiques pour le secteur financier. Comme je l'ai mentionné, plus de 100 milliards de dollars d'investissements risquent de perdre complètement leur valeur au Canada parce que nos institutions financières agissent trop lentement en matière d'action climatique.

Ces risques sont importants et doivent être pris en compte, comme le fait la Loi sur la finance alignée sur le climat. La Loi sur la finance alignée sur le climat garantit également des investissements aptes à préserver un environnement plus sûr et, par conséquent, à assurer une économie plus stable. La meilleure façon de réduire...



**The Chair:** Okay, we have about 30 seconds left, Senator Miville-Dechéne.

**Ms. Segal:** Thank you.

**Senator Miville-Dechéne:** I don't know if you heard the previous witness who said they were fearful that agriculture would be impacted. From your understanding of the bill, what do you think about that?

**Ms. Segal:** Agriculture is at significant risk from climate-related damages, and the best way to reduce those damages is to reduce emissions today. The bill would help ensure financial institutions reduce pollution in a way that would benefit people across the country, including farmers and agricultural workers —

**The Chair:** But I think the question here was whether it is your understanding they are included in the bill. Is the financing of agriculture covered by the bill?

**Ms. Segal:** I think if agricultural workers and farmers are as sustainable as the previous testifier has outlined, then they would, in fact, be benefiting from the bill if they are aligned with climate solutions.

**Senator Petten:** The previous witnesses talked about the Canadian Sustainability Standards Board, or CSSB, and the work they're doing right now. They said this bill would overlap with their work. Could you talk about what the CSSB is doing and their interactions with this bill?

**Ms. Segal:** Great, thank you. I appreciate this opportunity to clarify some of the points that the previous speakers mentioned. I'm grateful for the opportunity to clarify these facts for the Senate because I appreciate that financial regulation in Canada is nuanced, and the previous speakers may be less familiar with the nuances of financial regulation.

The CSSB is not a regulatory initiative. It's a private sector led initiative. It's entirely separate. Regulators like securities regulators, which exist in provinces across the country, would then be making their own decisions, which would relate to policy.

The Canada Sustainability Standards Board is not a regulator. They do not have a democratic mandate the way government institutions do to move forward on these solutions. I hope I outlined that clearly because I think that's a very important point. The climate-aligned finance act would be a government-led policy, and it would be policy, which is a very important distinction from what the CSSB is. I'd also be glad to discuss that further and clarify that with the previous speakers so they can have a better understanding of it.

**La présidente :** Sénatrice Miville-Dechéne, il vous reste environ 30 secondes.

**Mme Segal :** Merci.

**La sénatrice Miville-Dechéne :** Je ne sais pas si vous avez entendu le témoin précédent qui a dit qu'il craignait que le projet de loi porte atteinte à l'agriculture. Qu'en pensez-vous?

**Mme Segal :** L'agriculture est exposée à un risque important de dommages liés au climat, et la meilleure façon d'éviter ces dommages est de réduire les émissions dès aujourd'hui. Le projet de loi ferait en sorte que les institutions financières réduiront la pollution d'une manière qui profiterait aux citoyens de tout le pays, y compris les agriculteurs et travailleurs agricoles...

**La présidente :** Mais je pense qu'on cherchait à savoir si vous êtes d'avis que le secteur agricole se retrouverait dans le collimateur. Le financement agricole est-il visé par le projet de loi?

**Mme Segal :** Je pense que si les travailleurs agricoles et les agriculteurs utilisent des pratiques aussi durables que celles évoquées par le témoin précédent et s'orientent vers des solutions climatiques, ils seront avantagés par le projet de loi.

**La sénatrice Petten :** Les témoins précédents ont parlé du CCNID, soit le Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité, et du travail qu'il effectue actuellement. Ils ont dit que le projet de loi ferait double emploi avec le travail de cet organisme. Pourriez-vous nous parler de ce que fait le CCNID et des recoupements avec ce que propose le projet de loi?

**Mme Segal :** Merci. Je suis heureuse d'avoir l'occasion de clarifier certains points mentionnés par les témoins précédents et de confirmer les faits pour le Sénat, car je sais que la réglementation financière au Canada est nuancée. Les intervenants précédents connaissent peut-être moins bien les nuances de la réglementation financière.

Le CCNID n'est pas une initiative réglementaire. Il s'agit d'une initiative menée par le secteur privé, qui est complètement distincte. Les organismes de réglementation, comme celles qui régissent les valeurs mobilières dans les provinces canadiennes, prennent leurs propres décisions, qui seraient liées à leurs orientations stratégiques.

Le Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité n'est pas un organisme de réglementation. Contrairement aux institutions gouvernementales, il n'a pas de mandat démocratique pour mettre en œuvre des solutions. J'espère avoir été claire, car je pense qu'il s'agit d'un point très important. La Loi sur la finance alignée sur le climat serait une politique appliquée par le gouvernement, ce qui constitue une distinction très importante par rapport à ce qu'est le CCNID. Je serais heureuse d'en discuter davantage et fournir des

Similarly, other regulators in Canada like OSFI, which has testified on this bill, they, in fact, unlike the CSSB, do have a mandate for regulation of the financial system. They have taken positive initial steps exactly in the direction of the climate-aligned finance act, although not yet as far. They have moved toward climate-related financial policy in terms of disclosure, as previous senators had asked about the risk factor. The climate-aligned finance act would build on progress from existing actual regulators to give them more space to continue in the direction of climate-related financial policy.

**Senator Ringuette:** I believe you have a hard time answering with specifics, so let me get into your field of being broad.

I believe that the approach is wrong. I believe that when a banking institution analyzes the risk of a business for a loan, the longevity of that business is in question because the world is going green. If the business is not going green, it's a higher risk for the banking community.

Don't you think that the approach should be that banking institutions should provide preferential interest rates for green projects instead of — this is kind of the stick instead of the carrot? That's my question.

**Ms. Segal:** Thank you. I have endeavoured to provide very specific responses, including examples of data, but would be glad and grateful for the opportunity to clarify anything that has not been explicit for the committee.

If I understand the question you're asking, why would we not pursue incentives for green investment rather than what you were referring to as sticks. First of all, I would go to the point of the capital requirements part of this bill, which is what I think you were referring to as a stick. I would say that's simply a risk-mitigation factor. The rest of the global economy is moving toward green solutions at quite a significant rate. Renewable energy has outpaced year over year, so the risk of fossil fuel investments are actually quite significant over the coming years as global demand plateaus and then declines. Having more money against those risks is simply prudential risk management.

In terms of incentives, I know there are a number of incentives across the country for green investment, including what the federal government put out in the recent budget days ago as well as in previous budgets. In fact, the missing pieces for Canada are

explications aux témoins précédents afin qu'ils puissent mieux comprendre.

De même, d'autres organismes de réglementation au Canada comme le BSIF, dont les représentants ont témoigné sur ce projet de loi, sont en fait mandatés de réglementer le système financier, contrairement au CCNID. Ils ont pris des mesures initiales positives allant exactement dans le même sens que la Loi sur la finance alignée sur le climat, bien qu'ils ne soient pas encore allés aussi loin. D'autres sénateurs ont posé des questions sur le coefficient de risque. Les organismes de réglementation se sont orientés vers une politique financière en matière de climat axée sur la divulgation. La Loi sur la finance alignée sur le climat reconnaîtrait les progrès réalisés par les organismes de réglementation actuels et encouragerait leurs politiques financières liées au climat.

**La sénatrice Ringuette :** Je crois que vous avez du mal à répondre avec du concret, alors moi aussi, je vais m'en tenir à des concepts plus vagues.

Je pense que l'approche est erronée. Lorsqu'une institution bancaire analyse le risque d'un prêt pour une entreprise, la longévité de cette entreprise est remise en question parce que le monde prend un virage vert. Si l'entreprise ne prend pas une orientation plus verte, elle représente un risque plus élevé pour la communauté bancaire.

Ne pensez-vous pas que les institutions bancaires devraient accorder des taux d'intérêt préférentiels aux projets verts, c'est-à-dire utiliser une carotte plutôt qu'un bâton? Voilà ma question.

**Mme Segal :** Merci. Je me suis efforcée de donner des réponses très précises, y compris des exemples de données, mais je me ferai un plaisir de clarifier tout ce qui n'a pas été suffisamment explicite.

Si je saisis bien votre question, pourquoi n'offrons-nous pas des incitations à l'investissement vert plutôt que ce que vous avez qualifié de bâton? Tout d'abord, je voudrais revenir sur la partie du projet de loi qui porte sur la suffisance du capital, que vous avez qualifiée de bâton. Je dirais qu'il s'agit simplement d'un facteur d'atténuation des risques. Le reste de l'économie mondiale prend rapidement un virage vert. Le taux de croissance des énergies renouvelables a progressé d'année en année, de sorte que le risque lié aux investissements dans les combustibles fossiles sera en fait assez important dans les années à venir, lorsque la demande mondiale atteindra un plateau, puis diminuera. Le fait de disposer de plus d'argent pour contrer ces risques relève tout simplement de la gestion prudentielle des risques.

En ce qui concerne les incitations à l'investissement vert, je sais qu'il en existe un certain nombre au pays, y compris ce que le gouvernement fédéral a présenté dans le dernier budget déposé il y a quelques jours, ainsi que dans les budgets précédents. En

some rules that clarify the way our financial system works. So, complementary to existing incentives, this bill would clarify and offer policy certainty to businesses about the direction of the green transition happening globally, regardless.

**Senator Ringuette:** I beg to disagree, but thank you.

**The Chair:** Thank you. On the specifics, one of the things I wanted to raise earlier is that when you're talking about the other jurisdictions pursuing this idea, they are not jurisdictions that happen to have a huge part of their economy based on energy, on oil and gas in terms of jobs, contribution to the GDP and support for many other industries across the country. I could go on about that but I won't.

When we heard from the Office of the Superintendent of Financial Institutions, they said they didn't need any other tools. They were fine where they were in terms of regulating. This bill has mandated specific increased capital risk weights of 1,250% for debt exposure to new fossil fuels — I'm looking at something very specific here — and 150% or more for loans for existing fuel activity.

The numbers aside, did you consult directly with financial institutions on that? Who advised you to use those specific numbers in this bill? I know that you were a part of the consultation process working with the senator on this. So, how did you come up with those numbers? Did a financial institution suggest those very numbers or how did you come to that conclusion?

**Ms. Segal:** I was not the individual who completed the mathematics on that number, but I understand it went through significant consultation including with financial institutions and economic experts, both domestically and globally.

**Senator Massicotte:** Thank you for being with us this morning. I read the bill and the summaries but I am having difficulty understanding what it is going to do and why this is helpful. Could you give me something very simple and plain: What is being proposed? Give me the one issue that is very important to you. Why is this going to be good for Canada?

I'm certainly disappointed — as you are — with the government who has never met their targets so far, but that's irrelevant. Can you tell me what your thoughts are? Why is it positive?

**Ms. Segal:** The climate-aligned finance act would ensure that banks and pension funds use their investments in a way that help limit climate damages for people across the country and that move us toward a better, greener economy. To achieve this — the tools it would use — it would upgrade regulators' oversight

fait, ce qui manque au Canada, ce sont des règles qui clarifient le fonctionnement de notre système financier. Ainsi, outre les incitations existantes, ce projet de loi offrirait un contexte clair et une certitude politique aux entreprises quant à l'orientation de la transition verte qui se produit à l'échelle mondiale.

**La sénatrice Ringuette :** Je ne suis pas d'accord, mais je vous remercie.

**La présidente :** Merci. Justement, pour parler de choses précises, j'aurais voulu dire plus tôt que lorsque vous évoquez d'autres pays qui souscrivent à cette idée, il ne s'agit pas de pays dont une grande partie de l'économie repose sur l'énergie, le pétrole et le gaz en termes d'emplois, de contribution au PIB et de soutien à de nombreuses autres industries à travers le pays. Je m'arrêterai là.

Lorsque nous avons entendu les représentants du Bureau du surintendant des institutions financières, ils ont dit qu'ils n'avaient pas besoin d'autres outils et que la réglementation existante suffisait largement. Ce projet de loi prévoit un coefficient de pondération des risques de 1 250 % pour toute exposition sur prêts liée aux nouveaux projets d'exploitation de combustibles fossiles et de 150 % ou plus pour les prêts consentis aux projets existants. Voilà des exemples très précis.

Mettons les chiffres de côté pour l'instant. Avez-vous consulté directement les institutions financières à ce sujet? Qui vous a conseillé d'inclure ces coefficients dans le projet de loi? Je sais que vous avez participé au processus de consultation mené par la sénatrice. Comment êtes-vous arrivés à ces chiffres? Est-ce une institution financière qui les a suggérés?

**Mme Segal :** Ce n'est pas moi qui ai calculé ces chiffres, mais je crois savoir qu'ils ont fait l'objet d'une consultation approfondie, notamment auprès d'institutions financières et d'économistes, tant au niveau national qu'international.

**Le sénateur Massicotte :** Je vous remercie d'être parmi nous ce matin. J'ai lu le projet de loi et les résumés, mais j'ai du mal à comprendre ce que cette mesure législative va faire et pourquoi elle est utile. Pouvez-vous me donner une réponse très simple et très claire? Qu'est-ce qui est proposé? Dites-moi quel aspect est très important pour vous. Pourquoi ce projet de loi va-t-il être bénéfique pour le Canada?

Je suis certainement déçu — comme vous — que le gouvernement n'ait jamais atteint ses objectifs jusqu'à présent, mais c'est sans importance. Pouvez-vous me faire part de votre point de vue? Pourquoi est-ce une mesure législative favorable?

**Mme Segal :** La Loi sur la finance alignée sur le climat garantirait que les banques et les fonds de pension effectuent des investissements visant à limiter les dommages causés par les changements climatiques dans l'ensemble du pays, afin de nous faire progresser vers une économie meilleure et plus verte. Pour

of climate-related factors to offer them an opportunity to think with this broader lens. In addition, one piece I find most interesting is that it would require plans from banks and pension funds to outline how their investments would reduce emissions and advance climate resilience.

As I have outlined — I won't belabour this again — climate change is costing Canadians in very human ways as well as in economic ways. It's increasing the cost of living as well as creating very acute damages across the country, including wildfires burning down entire cities.

**Senator Massicotte:** I'm going to run out of time. Let's leave your thoughts. You're saying that what this does most importantly is to force pension funds to use part of their capital to invest in green energy, and you are also saying that relative to the banks, you would charge a fee which costs them quite a bit in order to influence their behaviour. Is that a good summary of what you're proposing?

**Ms. Segal:** What I'm saying is that this bill defines credibility for plans from banks and pension funds. I have not used at any point the words "force of hand." I see this as something that creates appropriate guidance and policy clarity to define what keeps our financial institutions resilient as well as encourages them to invest in a way that is in the best interest of our environment and economy. I hope that is clearer.

**Senator Massicotte:** You would force them to use part of their capital to invest in something you think would be very good for us over and beyond what the current structure is. Is that a good summary?

**Ms. Segal:** It would require public reporting of how they are investing money and how that has an impact on climate change either making it better or worse.

**Senator Massicotte:** You're basically imposing a tax. You're going to increase the cost of funds for the big banks — if you wish — and the pension funds to try to achieve a positive green effort or strategy.

**Ms. Segal:** No, that is not what I'm saying. Apologies. That's not what I'm saying. This bill is not a tax. In fact, it's a spend-free solution to add clarity to the market and to encourage both transparency and appropriate action.

ce faire, certains moyens seraient utilisés. Entre autres, on rehausserait la surveillance des facteurs liés au climat exercée par les organismes de réglementation afin de permettre aux banques et aux fonds de pension de réfléchir à leurs investissements dans une optique plus large. En outre, l'un des éléments que je trouve les plus intéressants, c'est qu'on exigerait des banques et des fonds de pension qu'ils décrivent comment leurs investissements réduiraient les émissions et favoriseraient la résilience climatique.

Comme je l'ai souligné — je ne m'étendrai pas là-dessus —, les changements climatiques coûtent cher aux Canadiens, tant sur le plan humain que sur le plan économique. Ils augmentent le coût de la vie et causent des dégâts très graves dans tout le pays, notamment des incendies de forêt qui détruisent des villes entières.

**Le sénateur Massicotte :** Je vais manquer de temps. Laissons de côté vos réflexions. Vous dites que l'élément le plus important du projet de loi, c'est qu'il va forcer les fonds de pension à utiliser une partie de leur capital pour investir dans l'énergie verte, et vous dites également que vous imposeriez aux banques des frais assez élevés afin d'influencer leur comportement. Est-ce un bon résumé de ce que vous proposez?

**Mme Segal :** Ce que je veux dire, c'est que ce projet de loi définit la crédibilité des plans des banques et des fonds de pension. Je n'ai jamais utilisé l'expression « forcer la main ». Je considère qu'il s'agit d'une mesure législative qui définit une orientation appropriée et une politique claire en vue d'établir ce qui permet à nos institutions financières de demeurer résilientes et de les encourager à investir dans le meilleur intérêt de notre environnement et de notre économie. J'espère que c'est plus clair.

**Le sénateur Massicotte :** On les obligerait à investir une partie de leur capital dans des initiatives qui, selon vous, seraient très bénéfiques pour notre pays, ce qui serait mieux que la structure actuelle. Est-ce un bon résumé?

**Mme Segal :** On exigerait qu'ils publient des rapports publics sur leurs investissements et sur l'effet de ces investissements sur les changements climatiques, à savoir si ces investissements contribuent à lutter contre ceux-ci ou à aggraver la situation.

**Le sénateur Massicotte :** En fait, on impose une taxe. On va augmenter le coût des fonds pour les grandes banques — pour ainsi dire — et pour les fonds de pension dans une tentative de réaliser une stratégie verte.

**Mme Segal :** Non, ce n'est pas ce que je dis. Je m'excuse. Ce n'est pas ce que je dis. Ce projet de loi ne constitue pas une taxe. En fait, il s'agit d'une solution gratuite visant à clarifier les choses à l'intention du marché et à encourager à la fois la transparence et des mesures appropriées.

**Senator Massicotte:** I thought you said earlier that it's important we encourage them to use part of their capital to invest in green energy. If you're going to encourage them — call it what you wish — it's a tax or an outflow of cash in any sense which comes back to my point.

**Ms. Segal:** Of course, banks and pension funds are making investments all the time. They are allocating money to different projects. This bill would encourage them to be much more strongly informed about the climate-related risks and opportunities of where they are putting their money.

**Senator Massicotte:** Use part of the capital, which is also our capital — it's the pension funds — to spend money using somebody else's money to get a certain desired result?

**Ms. Segal:** It's not spending. They are making investments and they are either allocating that money to things that make the planet worse or to those that make our economy better. This bill would encourage them to move things, to allocate the money and invest it in ways that actually have a productive result.

**Senator Massicotte:** So good and so positive. Do it automatically. If they don't do it, it's because it's not automatic because it's not that good.

**Ms. Segal:** This is certainly part of quite a larger factor, but — in fact — fossil fuels are continuously subsidized in ways that —

**Senator Massicotte:** Pension funds —

**Ms. Segal:** — misconstrue the investment opportunity, as well as most financial institutions use historical data rather than forward-looking data, which means they are assuming that fossil fuels are still a good investment because they were in the 1990s, even though they are not going to be in 2025, through 2030 and 2050.

**Senator Massicotte:** What you're saying is that they're not smart enough, so we are going to help them to spend their money on something else.

**Senator C. Deacon:** Thanks for being with us, Ms. Segal. Nice to see you again.

I believe in climate change. I think humans are causing climate change. I think we need to act on climate change, without question. I laud the intention of this bill.

I want to build on Senator Bellemare's point. I want to ask about any interactions you have had with Finance Canada or other officials, political or bureaucratic. Hopefully, you have had

**Le sénateur Massicotte :** Je croyais que vous aviez dit tout à l'heure qu'il était important de les encourager à investir une partie de leur capital dans l'énergie verte. Si on veut les encourager — appelez cela comme vous voulez —, il s'agit d'une taxe ou d'une sortie d'argent, comme je le disais.

**Mme Segal :** Il va sans dire que les banques et les fonds de pension investissent continuellement. Ils investissent dans différents projets. Ce projet de loi les encouragerait à s'informer davantage sur les risques et les possibilités associés à leurs investissements en regard des changements climatiques.

**Le sénateur Massicotte :** Il s'agit d'investir une partie du capital, qui est aussi notre capital — car ce sont des fonds de pension —, de dépenser l'argent de quelqu'un d'autre afin d'obtenir un certain résultat souhaité. C'est bien cela?

**Mme Segal :** Il ne s'agit pas de dépenses. Ils font des investissements en allouant l'argent soit à des projets qui aggravent la situation de la planète, soit à des projets qui améliorent notre économie. Ce projet de loi les encouragerait à faire bouger les choses, à allouer l'argent à des projets qui représentent des investissements productifs.

**Le sénateur Massicotte :** De bons investissements, des investissements positifs. Cela devrait être automatique. Si ce n'est pas le cas, c'est parce que le projet n'est pas si bon.

**Mme Segal :** Cela fait certainement partie d'un facteur plus large, mais, en fait, les combustibles fossiles sont continuellement subventionnés d'une manière qui...

**Le sénateur Massicotte :** Les fonds de pension...

**Mme Segal :** ...donne une fausse idée des possibilités d'investissement. En outre, la plupart des institutions financières utilisent des données historiques plutôt que des données prospectives, ce qui signifie qu'elles supposent que les combustibles fossiles constituent encore un bon investissement parce que c'était le cas dans les années 1990, alors qu'ils ne représenteront plus un bon investissement en 2025, en 2030 et en 2050.

**Le sénateur Massicotte :** Ce que vous dites, c'est qu'ils ne sont pas assez intelligents, alors nous allons les aider à dépenser leur argent ailleurs.

**Le sénateur C. Deacon :** Merci de votre présence, madame Segal. Je suis ravi de vous revoir.

Je crois aux changements climatiques. Je pense que l'homme est à l'origine des changements climatiques. Je pense, sans aucun doute, que nous devons nous attaquer aux changements climatiques. Je salue l'intention de ce projet de loi.

J'aimerais revenir sur le point soulevé par la sénatrice Bellemare. J'aimerais savoir si vous avez eu des échanges avec le ministère des Finances, des fonctionnaires ou des responsables

some feedback, because if there is a government that would want to implement a bill like this with this intention, it's this government.

What advice have you been given? I'm assuming that you and other experts have met with officials and political staff to understand their perspectives. Help us to understand why this government would not be pursuing this initiative and making changes within their powers that would move us down this road?

**Ms. Segal:** Thank you, Senator Deacon. I have had a number of conversations with department officials as well as ministry officials on the subject of climate-aligned financial policy across various ministries and departments.

I know many of them have been following the climate-aligned finance act with significant interest and are keen to see these processions moving forward as a way to understand the climate-aligned financial policy.

As well, a number of elected officials, members of Parliament from four of the large federal parties have endorsed the climate-aligned finance act and called for the government to use all regulatory and legislative tools at its disposal to align the financial system with climate action.

There is a significant opportunity for the elected portion of the federal government to move forward with climate aligned financial policies like climate-aligned finance act, and I think a thorough analysis by this committee of the bill and moving forward with continuous study helps advance these types of policies at all levels of government.

**Senator C. Deacon:** Did they give specific feedback for you? We know OSFI's Guideline B-15 is heading down this road, how this bill would, perhaps, accelerate this movement, or why they would not want to proceed with it? Is there feedback you could share with us?

At this point and time, we need something in order to understand how, potentially, this bill could move ahead with the support of the government, because it will need that at a certain point in time.

**Ms. Segal:** I understand that. I will stick to my own opinions and knowledge in sharing today. I have seen significant interest from a number of elected officials to move forward with the climate-aligned finance act and who would be very glad to see this moving forward and to engage in the next steps of this.

politiques. J'espère que vous avez eu des rétroactions, car s'il y a un gouvernement qui voudrait mettre en œuvre un projet de loi comme celui-ci avec cette intention, c'est bien le gouvernement actuel.

Quels conseils vous a-t-on donnés? Je suppose que vous et d'autres experts avez rencontré des fonctionnaires et des membres du personnel politique pour comprendre leur point de vue. Aidez-nous à comprendre pourquoi ce gouvernement n'irait pas de l'avant avec cette mesure législative et ne procéderait pas à des changements dans le cadre de ses pouvoirs pour nous engager sur cette voie.

**Mme Segal :** Merci, sénateur Deacon. J'ai eu un certain nombre de conversations avec des représentants de divers ministères sur la question de la politique financière alignée sur le climat.

Je sais que nombre d'entre eux s'intéressent de près à la Loi sur la finance alignée sur le climat et sont impatients de voir le dossier progresser pour mieux comprendre la politique financière alignée sur le climat.

En outre, un certain nombre d'élus, des députés de quatre des grands partis fédéraux, ont approuvé la Loi sur la finance alignée sur le climat et demandé au gouvernement d'utiliser tous les outils réglementaires et législatifs à sa disposition pour aligner le système financier sur l'action climatique.

Les élus fédéraux ont la possibilité d'adopter des politiques financières alignées sur le climat, comme la Loi de la finance alignée sur le climat, et je pense qu'un examen en profondeur du projet de loi par le comité et une étude continue contribueront à faire progresser ce type de politiques à tous les ordres de gouvernement.

**Le sénateur C. Deacon :** Ont-ils formulé certains commentaires? Nous savons que la Ligne directrice B-15 du BSIF va dans cette direction. Comment ce projet de loi pourrait-il accélérer le mouvement? Pourquoi ne voudraient-ils pas aller de l'avant? Pouvez-vous nous faire part des commentaires que vous avez reçus?

À ce stade-ci, nous avons besoin d'informations pour comprendre comment, éventuellement, ce projet de loi pourrait progresser avec le soutien du gouvernement, parce que ce soutien sera nécessaire à un certain moment.

**Mme Segal :** Je comprends cela. Je m'en tiendrai à mes propres opinions et connaissances aujourd'hui. J'ai constaté qu'un certain nombre d'élus souhaitent vivement que le projet de loi sur la Loi de la finance alignée sur le climat progresse, et ils seraient très heureux de voir cette mesure législative avancer et de participer aux prochaines étapes.

From a regulatory perspective, I think OSFI does a very good job of sticking within their mandate, as a regulator should. I believe they were quite thoughtful and intentional in testifying here not to step outside of that in terms of saying what should or shouldn't happen in other branches of the Government of Canada. From my perspective, however, the changes in the climate-aligned finance act for regulators such as OSFI would offer more space for them to continue moving forward in the direction. They have started to take first steps, but do need to go further.

**The Chair:** Because this discussion and this bill is about regulating the financial sector, did someone from Finance or OSFI or Environment, or I don't know where, say to you, "Yes, we're interested in this, and we're going to pursue it. Because it regulates the financial sector, it's better if it's a government bill?"

**Ms. Segal:** I have not been told that people want to have this go through a different avenue than it's going through, if I'm understanding that question correctly.

**The Chair:** That's the issue that Senator Bellemare raised very articulately.

I will not pursue this.

**Senator Yussuff:** Thank you, Ms. Segal, for being here. Let me start from a number of things.

I think it would be fair for those of us on the committee to recognize — and I think we have — that the country we call Canada is not uniform. It is different, and it depends on what region of the country you're looking at.

In the context of public policy that will impact one sector of the country versus another sector, there is always sensitivity as to how to manage that so we don't do harm without recognizing that we can't treat every part of the country as being the same.

Clearly, we want to ensure our climate policies are having an effect to reduce our greenhouse gases. As such, financial issues can play an important role.

It would be fair to suggest that OSFI is doing part of that job, and this bill would move it much faster, no question about that.

The other side to this, of course, is this bill gives some significant weight to certain investments that could have a detrimental impact on those sectors of the economy that are still an integral part of this country. It's a balancing act, because we

Du point de vue de la réglementation, je pense que le BSIF respecte très bien son mandat, comme doit le faire un organisme de réglementation. Je pense qu'il a agi de manière réfléchie et intentionnelle lors de son témoignage ici en évitant de se prononcer sur ce qui devrait ou ne devrait pas se produire dans d'autres entités du gouvernement du Canada. De mon point de vue, cependant, les changements proposés dans le projet de loi sur la Loi sur la finance alignée sur le climat, concernant les organismes de réglementation tels que le BSIF, leur offriraient plus de marge de manœuvre pour continuer à avancer dans cette direction. Ils ont commencé à faire les premiers pas, mais ils doivent aller plus loin.

**La présidente :** Étant donné que cette discussion et ce projet de loi visent à réglementer le secteur financier, est-ce que quelqu'un du ministère des Finances, du Bureau du surintendant des institutions financières, de l'Environnement ou de je ne sais quel autre organisme vous a dit : « Oui, cela nous interpelle et nous allons nous en occuper. Comme ce projet de loi vise à réglementer le secteur financier, il vaudrait mieux que ce soit un projet de loi gouvernemental »?

**Mme Segal :** Personne ne m'a dit vouloir que ce projet passe par un parcours différent de la voie actuelle, si je comprends bien la question.

**La présidente :** C'est la question que la sénatrice Bellemare a soulevée de façon très claire.

Je n'irai pas plus loin.

**Le sénateur Yussuff :** Merci d'être ici, madame Segal. Permettez-moi de commencer par un certain nombre de choses.

Je pense qu'il faut que les membres du comité reconnaissent — et je pense que nous l'avons fait — que tout n'est pas uniforme dans ce pays qu'on appelle le Canada. Il y a des différences d'une région à l'autre.

Quand on élabore une politique publique qui aura un effet sur un secteur du pays plus qu'un autre, il est toujours délicat de déterminer comment gérer la chose pour ne pas causer de tort. Il faut reconnaître qu'on ne peut pas traiter toutes les régions du pays de la même manière.

Il est clair que nous voulons nous assurer que nos politiques climatiques permettent bel et bien de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les questions financières peuvent jouer un rôle important à ce chapitre.

Il est évident que le BSIF fait une partie du travail nécessaire et que ce projet de loi lui permettrait d'avancer beaucoup plus vite, cela ne fait aucun doute.

Le revers de la médaille, bien sûr, c'est que ce projet de loi donne beaucoup de poids à certains investissements qui pourraient avoir un effet négatif sur ces secteurs de l'économie, qui font toujours partie intégrante de notre pays. C'est un jeu

cannot simply just disconnect ourselves from that. How do we do that?

I think OSFI is attempting to do that in a way that would bring us to the international standard, but also ensuring that our financial institutions are not taking undue risk with the capital they are lending that is going to eventually leave Canadians in a place that makes them much more vulnerable.

Given the complexity of the bill that the senators are trying to wrap their head around, without having something like OSFI guide us in the direction that would be of value to the regulatory and the legislative side, but also recognizing we have to take the whole country into consideration, this is the reality that we are struggling with.

To go one step further, as you know, private pension plans are regularly assessing where they are investing their money, because it is their members' money. They want to get returns. They want to ensure they can pay the pensions. I know from my knowledge that many of my union colleagues are doing an incredible job in regard to how they can mitigate the risk in how they are providing lending institutions.

I'll end on this one point: BlackRock, which is probably one of the largest private enterprises in the global market, made the decision that they are not going to finance any fossil fuel sector with their lending habits. They have done it successfully as private capital. Now they are providing leadership in that regard. They are showing the world that it can be done, recognizing that's their choice. They have actually taken that into consideration with their lending habits in regard to the returns that they have to produce for their investors.

There is a balancing act here, and we are trying to figure out what the balance is with regard to this bill, so we can assist a colleague who is trying to tell the government that we need to drive our policy in a way that could move us much faster in a direction, so we are not left following the global trends.

If you can make any comments in that regard, I would appreciate it very much.

**The Chair:** There is one minute left in the senator's time to do that. Thank you.

**Ms. Segal:** Thank you, Senator Yussuff. I will be brief then.

You mentioned a voluntary initiative from Black Rock, where they have made commitments related to their fossil fuel investments. As I mentioned in my opening remarks, I would encourage reading of a recent Oxford academic nature article which highlights that voluntary climate commitments provide an opportunity for regulatory and legislative solutions

d'équilibre, parce que nous ne pouvons pas simplement nous en dissocier. Comment faire?

Je pense que le BSIF s'efforce de le faire d'une manière qui nous rapproche des normes internationales, tout en veillant à ce que nos institutions financières ne prennent pas de risques excessifs lorsqu'elles prêtent du capital, ce qui finirait par placer les Canadiens dans une situation qui les rendrait beaucoup plus vulnérables.

Compte tenu de la complexité du projet de loi que les sénateurs tentent de bien comprendre, sans qu'un organisme comme le BSIF soit là pour les guider quant à l'orientation à prendre du point de vue réglementaire et législatif, et compte tenu du fait qu'il faut prendre l'ensemble du pays en considération, c'est la réalité à laquelle nous nous heurtons.

Pour aller un peu plus loin, comme vous le savez, les gestionnaires de régimes de retraite privés réévaluent constamment où ils choisissent d'investir leur argent, parce qu'il s'agit de l'argent de leurs membres. Ils veulent obtenir du rendement. Ils veulent s'assurer de pouvoir payer les pensions. Je sais par expérience que bon nombre de mes collègues syndicalistes font un travail incroyable pour atténuer le risque dans la façon dont ils alimentent les institutions de prêt.

Je terminerai sur ce point : BlackRock, qui est probablement l'une des plus grandes entreprises privées du marché mondial, a décidé de ne plus financer le secteur des combustibles fossiles par l'octroi de prêts. Elle l'a fait avec succès en tant qu'institution financière privée. Aujourd'hui, elle joue un rôle de chef de file à cet égard. Elle montre au monde que c'est possible, que c'est le choix qu'elle fait. Elle a pris cela en considération dans ses habitudes de prêt, bien qu'elle doive produire du rendement pour ses investisseurs.

Il s'agit d'une question d'équilibre, et nous essayons de trouver cet équilibre dans ce projet de loi, afin de pouvoir aider une collègue qui essaie de dire au gouvernement que nous devons teinter notre politique de manière à avancer beaucoup plus vite dans une certaine direction, afin de ne pas être à la traîne des grandes tendances mondiales.

Si vous voulez bien réagir à cela, je vous en serais très reconnaissant.

**La présidente :** Il reste une minute au sénateur pour cela. Je vous remercie.

**Mme Segal :** Merci, sénateur Yussuff. Je serai brève, alors.

Vous avez mentionné une initiative volontaire de Black Rock, qui a pris des engagements concernant ses investissements dans les combustibles fossiles. Comme je l'ai mentionné dans ma déclaration préliminaire, je vous encourage à lire un article scientifique publié récemment à Oxford, selon lequel les engagements volontaires en matière de climat pavent la voie à



like climate-aligned finance act, but those commitments are unreliable in themselves. They don't have consistency across the economy. It creates an unlevel playing field between companies, and it doesn't have the reliability that government policy does.

Black Rock could change that policy tomorrow. They are not accountable in the same way that government policy is. That's one very important point.

Second, you highlighted Canada's significant production of oil and gas. I would say that the risk from having to transition away from those and to finance new industries comes not from a bill like the climate-aligned finance act but from the global trajectory. The International Energy Agency expects global demand purchase of fossil fuels to peak and decline in the coming years.

All to say that policies like the climate-aligned finance act will help ensure that Canada's starting to invest in the future economy rather than just sticking our heels in the sand from what was.

**Senator Loffreda:** Thank you once again for being with us, Ms. Segal. We all share deep concerns about climate change, and urgent action is imperative. I agree.

Our economy is essential to our well-being. You have heard the concerns today, from the senators. Jobs are crucial to our economic growth.

Have you analyzed at all that impact — if so, forward it to our attention — in order to mitigate the numerous concerns regarding our economy, jobs and investments? If you have a quick response to that, I would appreciate it.

Finally, how are you engaging? You have discussed your engagement with financial institutions. Have you engaged with the energy industry and other stakeholders to fund our transition to cleaner energy sources? This is the same industry that has to do that, the financial industry. Do you view this as a critical initiative, and do you believe the proposed bill will effectively support this endeavour?

**Ms. Segal:** Thank you, Senator Loffreda. When it comes to consultation, yes. A number of financial institutions, as you noted, have supported the bill, including credit unions such as Vancity and Desjardins, as well as a number of investment manager funds.

des solutions réglementaires et législatives telles que la Loi sur la finance alignée sur le climat, mais n'ont pas tellement de valeur en eux-mêmes. Ils ne s'appliquent pas uniformément dans l'ensemble de l'économie. Ils créent des conditions inégales entre les entreprises et n'ont pas la fiabilité d'une politique gouvernementale.

Black Rock pourrait changer sa politique demain matin. Elle n'a pas la même responsabilité que le gouvernement dans ses politiques. C'est un point très important.

Deuxièmement, vous avez souligné l'importance de la production pétrolière et gazière au Canada. Je dirais que le risque de devoir s'en affranchir graduellement pour financer de nouvelles industries ne découle pas d'un projet de loi tel que la Loi sur la finance alignée sur le climat, mais s'inscrit plutôt dans une trajectoire mondiale. L'Agence internationale de l'énergie prévoit que la demande mondiale de combustibles fossiles atteindra son apogée et amorcera sa descente dans les prochaines années.

Tout cela pour dire que des politiques comme la Loi sur la finance alignée sur le climat contribueront à faire en sorte que le Canada commence à investir dans l'économie de l'avenir au lieu de se contenter de rester englué dans une époque révolue.

**Le sénateur Loffreda :** Merci encore une fois d'être parmi nous, madame Segal. Nous sommes tous profondément préoccupés par les changements climatiques, et il est impératif d'agir de toute urgence. Je suis d'accord.

Notre économie est essentielle à notre bien-être. Vous avez entendu les préoccupations des sénateurs aujourd'hui. Les emplois sont essentiels à notre croissance économique.

Avez-vous analysé les effets de tout cela, afin d'apaiser les nombreuses inquiétudes concernant notre économie, nos emplois et nos investissements? Le cas échéant, je vous prierais de porter votre analyse à notre attention. Si vous pouvez répondre brièvement à cette question, je vous en serais reconnaissant.

Enfin, quel genre de consultations menez-vous? Vous avez parlé de vos consultations auprès des institutions financières. Avez-vous sondé les acteurs du secteur de l'énergie et les autres parties prenantes sur le financement de notre transition vers des sources d'énergie plus propres? C'est le même secteur qui doit financer tous ces projets, le secteur financier. Considérez-vous qu'il s'agit d'une initiative essentielle et pensez-vous que ce projet de loi favorisera efficacement l'atteinte de cet objectif?

**Mme Segal :** Merci, sénateur Loffreda. Concernant les consultations, oui, un certain nombre d'institutions financières appuient le projet de loi, comme vous l'avez souligné, notamment les coopératives de crédit telles que Vancity et Desjardins, ainsi que certains fonds de gestion des investissements.

When it comes to jobs, this is a very important point, to make sure that we're building a good green economy for Canadians today and in the future.

Jobs in the oil sands and oil production are set to decline by well over 90% in the coming decades. That's not because of any Canadian policy, but because of the global trajectory.

Policy like the climate-aligned finance act will prepare both our workforce, our industries and our financial sector to move ahead and fill the gap that is happening from exogenous factors away from oil and gas. Over two million jobs are expected to be created in the clean energy sector over the coming years. It's a very significant area which I think we need more investment to make sure that we can create and seize those good, green jobs.

As well, from a general economic perspective, climate action, including renewable energy transition, is shown to have cost savings for Canadians on their heating and home bills. Overall, to your question, Senator Loffreda, yes, moving toward a green economy will create better opportunities for Canadians, both by lowering the bills and by increasing job opportunities.

**Senator Loffreda:** Thank you.

**The Chair:** Thank you very much. With that, we will bring our session to an end so senators can get back over to the other building. Julie Segal, Senior Program Manager of Climate Finance at Environmental Defence Canada, thank you for joining us today. Thank you senators for your interest and questions. We'll see you again in two weeks.

**Ms. Segal:** Thank you very much.

(The committee adjourned.)

Ensuite, il est vrai que les emplois sont très importants, pour construire une bonne économie verte pour les Canadiens d'aujourd'hui et de demain.

On s'attend à ce que le nombre d'emplois dans le secteur des sables bitumineux et de la production pétrolière diminue de plus de 90 % au cours des prochaines décennies. Cela n'est pas attribuable à une quelconque politique canadienne, mais bien à la trajectoire mondiale.

Une politique comme la Loi sur la finance alignée sur le climat préparerait à la fois notre main-d'œuvre, nos entreprises et notre secteur financier à se tourner vers l'avenir et à se mobiliser pour combler le fossé qui se creuse en raison de facteurs exogènes, qui nous poussent à abandonner le pétrole et le gaz. Plus de deux millions d'emplois devraient être créés dans le secteur des énergies propres au cours des prochaines années. Il s'agit d'un domaine très prometteur dans lequel je pense que nous avons besoin d'investir davantage afin de créer et saisir ces bons emplois verts.

De plus, d'un point de vue économique général, il est démontré que l'action climatique, qui comprend la transition vers les énergies renouvelables, permettra aux Canadiens de réaliser des économies sur leurs factures de chauffage et d'électricité. Bref, dans l'ensemble, pour répondre à votre question, sénateur Loffreda, oui, le passage à une économie verte permettra d'améliorer le sort des Canadiens, à la fois en réduisant leurs factures et en augmentant les possibilités d'emploi.

**Le sénateur Loffreda :** Merci.

**La présidente :** Merci beaucoup. Sur ce, nous allons mettre fin à la séance pour que les sénateurs puissent retourner dans l'autre bâtiment. Julie Segal, gestionnaire principale des programmes de financement du climat à Environmental Defence Canada, merci de vous être jointe à nous aujourd'hui. Merci aux sénateurs pour leur intérêt et leurs questions. Nous nous reverrons dans deux semaines.

**Mme Segal :** Merci beaucoup.

(La séance est levée.)

---